

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'HumanitéLUNDI 27 MAI 2024. | N° 23949. | 2,70 € | www.humanite.fr**FIN DE VIE :
L'ULTIME LIBERTÉ ?**

Le député PCF Pierre Dharréville et le vice-président de la Conférence des évêques de France, M^{gr} Vincent Jordy, débattent pour *l'Humanité* du projet de loi examiné ce lundi par l'Assemblée. P. 2

**CANNES**

Le réalisateur iranien, qui a fui son pays afin d'échapper à la prison, a reçu le prix spécial du jury pour *les Graines du figuier sauvage*. Entretien. P. 18

**Mohammad Rasoulof,
la graine de la résistance**



ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Abus de pouvoir

On ne dira pas que la nouvelle réforme de l'indemnisation des privés d'emploi était écrite d'avance, mais l'intention, elle, était posée de façon limpide par Emmanuel Macron depuis longtemps. Dès le précédent quinquennat, lors d'une réunion du Parlement à Versailles, pour être précis. Oh, certes, il fallait tendre l'oreille, car le président de la République n'y avait consacré que quelques phrases d'un long discours. Mais il avait tracé en peu de mots sa vision du devenir de l'assurance-chômage. Et celle-ci était saisissante, et n'avait rien à voir avec le prétexte de l'incitation au retour à l'emploi.

Tout commence à l'été 2017, avec la suppression de la part salariale des cotisations chômage. Le premier ministre, Édouard Philippe, entonne alors le refrain du gain de salaire net. Mais, l'été suivant, le chef de l'État convoque le Congrès. Et ce qu'il expose, le 9 juillet 2018, aux élus de la nation, est très différent. « Ce que vous avez voté en matière d'assurance-chômage a supprimé toute cotisation salariale remplacée par la CSG, leur déclare-t-il. Ceci conduit à transformer la philosophie même de notre solidarité nationale. » Rien de moins. Et le président de la République d'appeler à « en tirer toutes les conséquences. Il n'y a plus un droit au chômage au sens où on l'entendait classiquement ».

Ce ne sont pas seulement les chômeurs qui sont lésés: c'est l'ensemble des salariés.

En effet, la substitution de l'impôt aux cotisations change le lien de chaque Français à l'indemnisation du chômage. Puisque aucun salarié ne cotise plus individuellement mais que tous les contribuables, salariés ou non, financent le système par la CSG, le droit à prestations est remplacé par un autre « qu'offre la société » à laquelle l'allocataire est désormais redevable, explique Emmanuel Macron. Cela implique « des droits et des devoirs, car chacun est alors comptable de tous et tous de chacun ». La porte était ouverte aux abus de pouvoir. Ce ne sont pas seulement les chômeurs qui sont lésés: c'est l'ensemble des salariés qui sont dépossédés de leur bien – l'assurance-chômage – après avoir laissé filer – avec la complaisance d'une certaine gauche favorable à la CSG – la maîtrise de son financement. C'est celle-ci qu'il faut reconquérir. ■

Réflexions à deux voix sur le droit à mourir

FIN DE VIE M^{gr} Vincent Jordy et Pierre Dharréville

ont des avis opposés sur certains faits de société. Mais le vice-président de la Conférence des évêques de France et le député PCF des Bouches-du-Rhône dénoncent tous deux le risque de dérives, selon eux, du projet de loi débattu à partir de ce lundi à l'Assemblée nationale.

Entré au séminaire après des études de droit pour devenir avocat, Vincent Jordy a été nommé archevêque de Tours en 2019 par le pape François. Si, en tant que croyant, il accorde une grande importance « au prix de la vie humaine et à la digue symbolique que constitue le fait de tuer quelqu'un », le second « poumon » de sa réflexion sur la fin de vie est lié au fait d'avoir vécu la réconciliation franco-allemande et la construction européenne dans « une région, autrefois annexée par l'Allemagne nazie – l'Alsace – qui avait subi la violence, le mensonge et le reniement de la dignité humaine ». Aujourd'hui, c'est aussi au nom de la « vérité » et de la « droiture morale » qui ont porté son pays qu'il souhaite le voir « à la hauteur » sur cette question de la fin de vie.

Journaliste et écrivain, Pierre Dharréville est député communiste de la 13^e circonscription des Bouches-du-Rhône depuis 2017. C'est au fil de son cheminement avec le député PCF Michel Vaxès qu'il a été sensibilisé aux questions de fin de vie. Un enjeu sur lequel le Parti communiste a toujours « produit une réflexion profonde et ouverte à des personnes d'horizons différents ». Sa pensée est

également nourrie par celle du philosophe marxiste Lucien Sève, membre du Conseil national d'éthique à sa création.

Le député et l'archevêque ont accepté de croiser les arguments sur l'inscription d'un droit à mourir dans la loi.

Quel regard portez-vous sur les précédentes lois votées en la matière, notamment la loi Claëys-Leonetti de février 2016 ?

Pierre Dharréville La loi Claëys-Leonetti, que notre groupe a soutenue, est un trésor national capable de répondre à l'essentiel des préoccupations de nos concitoyens. En introduisant cette notion de sédation profonde et continue jusqu'à la mort, elle complète la précédente avec la finesse nécessaire pour respecter la philosophie qui a guidé notre pays dans la construction de lois sur la fin de vie. Mais ces lois sont méconnues. Comme on ne leur donne pas les moyens de s'appliquer, la question de la manière dont on répond à la souffrance des femmes et des hommes se repose toujours de manière plus aiguë.

Vincent Jordy Les évêques ont salué la loi Claëys-Leonetti comme une originalité française. Elle est l'aboutissement de la recherche d'une voie qui respecte pleinement la personne jusqu'au bout, dans un souci de fraternité. Elle est équilibrée au sens où elle rejette l'acharnement



À l'Assemblée nationale, le 15 mai.
JULIEN JAULIN / HANSLUCAS
POUR L'HUMANITÉ

ENTRETIEN

thérapeutique, ce qui est un progrès par rapport à la loi précédente. Lorsqu'ils s'engagent dans la sédation profonde et continue, les soignants savent qu'à force de soulager la douleur les produits peuvent précipiter la mort, mais il n'y a, dans ce cas, pas d'intention de tuer.

Certains critiquent l'intitulé du projet de loi « relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie », y voyant une difficulté à nommer les choses. Qu'en pensez-vous ?

Vincent Jordy Depuis le début de ce débat, le rapport à la vérité est biaisé. Lors de la convention citoyenne (du 9 décembre 2022 au 9 avril 2023 – NDLR), on a eu l'impression que les échanges étaient par moments orientés, des articles de presse l'ont souligné. Le passage au Cese (Conseil économique, social et environnemental – NDLR) était lui aussi marqué d'emblée,

« Le renforcement des soins palliatifs prévu dans le plan décennal est insuffisant et présenté de manière trompeuse. »

PIERRE DHARRÉVILLE

avec un président qui s'est déclaré ouvertement favorable aux évolutions à venir. On a le sentiment d'assister à une forme de « démocratie éducative » où l'on suggère ce qu'il faut penser. Dans les faits, aucun pays n'a fait ce que l'on s'apprête à faire. Si cette loi est votée, la France aura le système d'ouverture à la fin de vie provoquée le plus large au monde ! Il faut que cela soit dit, et compris par tous. Aujourd'hui, dans bien des domaines, on ne nous dit pas la vérité ; c'est une forme de violence qui nous est faite. Qualifier ce projet de loi de « loi de fraternité » comme l'a fait Emmanuel Macron a beaucoup choqué. Nous, évêques, avons dénoncé une « tromperie » : tuer quelqu'un en lui injectant un produit létal ne sera jamais un acte de fraternité.

Pierre Dharréville Je sais depuis longtemps qu'Emmanuel Macron et moi-même n'avons pas la même conception de la fraternité... Et c'est une fâcheuse habitude qu'il a de tricher avec les mots. Il faut assumer, cesser d'euphémiser et de vendre une créativité française factice : en guise d'aide et d'accompagnement, il s'agit d'assistance au suicide et d'euthanasie. Ce qui est en jeu, c'est ce que l'on construit comme société et comme humanité. Cette loi ouvre sur un basculement éthique et anthropologique.

Est-ce logique, selon vous, qu'un même projet de loi traite des soins palliatifs et du suicide assisté ?

Pierre Dharréville Je ne pense pas qu'il y ait un continuum ni une compatibilité entre les deux logiques. 52 % des personnes qui devraient avoir accès à des soins palliatifs en sont privées. Cela s'intègre dans le cadre plus global de la crise de l'hôpital public, d'une loi « grand âge » toujours en attente. Cette situation résulte de choix

« Tuer quelqu'un en lui injectant un produit létal ne sera jamais un acte de fraternité. »

VINCENT JORDY

politiques. C'est un scandale absolu ! Depuis 1999, les lois s'enchaînent et ne sont pas réellement mises en œuvre alors que nous savons soulager la souffrance. Le renforcement des soins palliatifs prévu dans le plan décennal est largement insuffisant et présenté de manière trompeuse. Il faut veiller à ce que demeure inscrit dans la loi un droit garanti aux soins palliatifs, comme cela a été gagné en commission contre le gouvernement. Quand les personnes y ont accès, la demande de mort persiste extrêmement rarement une fois le soulagement

■ de la douleur et l'accompagnement humain mis en place. On assimile un peu vite « soulager les souffrances » et « abréger la vie ». À travers les soins palliatifs, que l'on a beaucoup cherché à discréditer, le message de la société à une personne en souffrance qui souhaite en finir est : nous tenons à toi, nous allons t'accompagner. Que restera-t-il de ce message d'humanité et de fraternité avec la loi qui nous est proposée ?

Vincent Jordy Depuis vingt ans, quatre lois ont été votées concernant l'accompagnement de la fin de vie. Aucune n'a été ni pleinement mise en œuvre ni correctement évaluée. Tous les soignants de soins palliatifs que j'ai rencontrés disent la même chose : après quelques jours dans leur service, les pulsions de mort des patients disparaissent. Aujourd'hui, les demandes de mort sont en grande partie dues à l'absence de formation des médecins en matière de prise en charge de la souffrance physique et morale, et au désarroi des familles qui ne savent pas vers qui se tourner. Il faut donc promouvoir et diffuser la culture palliative. C'est ce que l'on nous annonce dans le projet de loi débattu à partir de ce lundi, mais rien ne nous garantit que cette loi sera plus et mieux appliquée que les précédentes, notamment concernant le volet des soins palliatifs, qui est le plus coûteux. Des études montrent que, dans les pays où la possibilité de l'euthanasie a été offerte, la demande de soins palliatifs est affectée. C'est le cas au Québec.

« Les demandes de mort sont en grande partie dues à l'absence de formation sur la prise en charge de la souffrance. »

VINCENT JORDY

Quelle appréciation portez-vous sur la partie de ce projet de loi concernant l'assistance au suicide ?

Vincent Jordy La question du suicide est d'abord une question dramatique. Je rappelle qu'il s'agit de la deuxième cause de décès des adolescents en France. Comment pourrait-on d'un côté lutter contre le suicide et, de l'autre, inscrire le suicide assisté dans la loi ? On peut aussi s'interroger sur la manière dont l'alliance entre soignant et soigné pourrait évoluer si l'un était amené à injecter une solution létale à l'autre. Pour la plupart des médecins, ce geste n'est pas envisageable et, même si la clause de conscience existait, une telle loi risquerait de diminuer l'attractivité du secteur médical, au préjudice de tous.

Pierre Dharréville En toute matière, la loi doit protéger, notamment les plus faibles. Or, cette loi pourrait produire sa propre dynamique en induisant une forme d'incitation, au moment où notre société traverse une crise et reste marquée par l'épidémie de Covid et la mort de personnes, trop souvent dans l'isolement et l'indigence de soins. On nous rabâche que l'on coûte trop cher à la Sécurité. J'y vois des influences très libérales renvoyant chacun à son sort, à sa décision, à sa responsabilité, à sa solitude davantage qu'à sa liberté. Dans une société de la compétitivité érigée en absolu, nous devons changer notre regard sur la maladie. L'autre risque, c'est qu'au nom de l'égalité des droits on élargisse toujours plus les critères. D'aucuns proposent déjà un droit opposable et universel au suicide assisté.

Si la loi est votée, la question du suicide assisté s'imposera à toutes et à tous, y compris à des personnes qui ne souhaitent pas se la poser. J'ajoute que l'on ne peut prendre une décision définitive au nom de la souffrance des proches, si démunis soient-ils. Demain, il sera peut-être plus rapide d'avoir accès à un produit létal (quinze jours de délai) qu'à un centre antidouleur (six mois pour un rendez-vous)... La demande à laquelle on prétend répondre avec la possibilité du suicide assisté n'est peut-être pas celle que l'on croit. Et la demande sociale de mort devrait davantage nous interroger. On dit que cela



Le vice-président de la Conférence des évêques de France et le député communiste des Bouches-du-Rhône.

n'enlève rien à personne. C'est très discutable : en tant que membre de la société, chacun est convoqué avec elle pour pratiquer cette assistance. Et pour les personnes qui vont formellement l'accomplir, il y a un préjudice qui n'est pas anodin.

Que pensez-vous du fait que la notion de « pronostic engagé à court ou moyen terme » ait été remplacée, lors de l'examen du texte en commission, par celle d'affection « en phase avancée ou terminale » ?

Vincent Jordy Les verrous sautent, comme nous l'avions annoncé. Cela s'est passé de la même manière dans les pays qui ont fait le choix de ce type de législation. Même mesdames Vautrin et Firmin-Le Bodo ont dit leur désaccord avec certaines évolutions proposées. Face à la poussée de réseaux et de lobbys, dont ceux de certaines mutuelles (sachant que les dépenses de santé se concentrent dans la dernière année de vie d'une personne), ne faudrait-il pas donner la parole aux Français, sur un sujet aussi essentiel, par exemple sous la forme d'un référendum, comme l'avait évoqué le président de la République ?

Pierre Dharréville En effet, nous avons déjà assisté à un élargissement du texte en commission, et nous ne sommes pas au bout du parcours législatif. C'est ce qui se passe quand on franchit une barrière. Une brèche est ouverte. La loi ne se contente pas de répondre à des cas qui seraient épineux, elle va établir une possibilité large de recours à l'assistance au suicide. Cela confirme les inquiétudes fondamentales que l'on devrait nourrir à propos de ce qui nous est présenté comme une évidence.

Cette loi est aussi présentée comme un progrès en termes de liberté des patients...

Pierre Dharréville C'est une liberté aux conséquences définitives, et qui les supprime toutes. La liberté absolue d'une personne en état de grande vulnérabilité est une illusion. Chacun est conditionné par l'ensemble des rapports sociaux, comme l'ont souligné Marx puis Bourdieu. Les inégalités de conditions de travail, de logement, d'environnement, se cumulent à la fin de la vie.

Dans les pays qui ont rendu le suicide assisté possible, le choix d'anticiper sa mort se manifestait davantage chez les personnes les plus fragiles socialement. J'ai du mal à penser que mourir soit un droit et je ne sais pas comment on va gérer la contradiction entre le droit à mourir et le droit à vivre.

Vincent Jordy Aujourd'hui, les modèles sociaux qui promeuvent des personnes performantes, productives et en bonne santé, excluent implicitement les plus fragiles. Ceux-là pourraient, se sentant inutiles et abandonnés, vouloir quitter ce monde. Or les personnes âgées, gravement malades ou en situation de handicap, ont

de la valeur, et la manière dont notre société les traite dit quelque chose de notre humanité.

« Dans une société de la compétitivité érigée en absolu, nous devons changer notre regard sur la maladie. »

PIERRE DHARRÉVILLE

Existe-t-il au sein de l'Église catholique, comme de la gauche, des divergences quant à ce projet de loi ?

Pierre Dharréville Au sein de la gauche, nous sommes

un certain nombre de députés à nager contre le courant. Dans notre groupe, les voix s'exprimeront dans la diversité. Je constate qu'il y a eu une évolution à gauche comme dans l'ensemble de l'opinion, qui va dans le sens de l'acceptation de l'assistance au suicide et de l'euthanasie. Personnellement, je ne crois pas que ce soit un progrès, ni social ni anthropologique. Si le calcul politique est de faire une réforme censée parler à la gauche, j'en discute farouchement le principe.

Vincent Jordy Contrairement à d'autres lois de bioéthique comme la GPA, qui s'adressent à un nombre restreint de personnes, la fin de vie concerne tout le monde, y compris les gens en bonne santé. Les évêques de France sont unis sur le sujet, et déterminés, car il y va d'une conception de l'homme et de notre vie en société. Donc de l'avenir. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EUGÉNIE BARBEZAT

Les députés vont marcher sur des œufs. Dans l'Hémicycle commence cette semaine l'examen du projet de loi sur la fin de vie, qui devrait durer deux semaines. Le sujet est sensible, tant il aborde des questions éthiques, mais aussi pratiques pour ceux en proie aux affres de la maladie et leurs familles. Pour la première fois, ce texte ouvre la voie à une « aide à mourir ». « Un basculement qui a une dimension anthropologique vertigineuse », a souligné en commission le communiste Pierre Dharréville (lire l'entretien croisé page 2). Jusqu'ici, la loi Claeys-Leonetti, qui fait consensus parmi les soignants, ne prévoyait que des directives anticipées afin d'éviter l'acharnement thérapeutique et ouvrait la voie à une sédation profonde pour mettre fin aux souffrances. La nouvelle proposition de loi autorise, aux seules personnes de plus de 18 ans, une « aide à mourir » sous forme de suicide assisté et dans certains cas d'euthanasie.

La discussion risque d'être animée. Emmanuel Macron avait énoncé le 10 mars des arbitrages sur les « conditions strictes » où l'aide à mourir serait autorisée, lorsque le « pronostic vital est engagé à court ou moyen terme ». En commission, cette rédaction a été retoquée au profit d'une autre : la personne doit « être atteinte d'une affection grave et incurable en phase avancée ou terminale ». Pour justifier leur amendement, les députés

La droite prête à freiner la loi sur l'« aide à mourir »

Le texte sur le droit au suicide assisté et à l'euthanasie sera examiné dès lundi dans l'Hémicycle. Des amendements mettent à mal l'équilibre initial et rencontrent l'opposition de la droite et d'une partie du corps médical.

socialistes Marie-Noëlle Battistel, Stéphane Delautrette et Christine Pirès-Beaune défendent qu'« il est difficile, voire impossible d'établir le délai d'engagement d'un pronostic vital » et que « le patient peut souhaiter, dès lors qu'il se trouve frappé d'une affection grave et incurable, ne pas connaître les affres de la maladie, même si son pronostic vital n'est pas directement engagé ». Le gouvernement s'est opposé à cette évolution. Certains soignants craignent que cela s'applique à des personnes atteintes de maladie mais ayant encore quelques années à vivre.

L'équilibre initial du texte est mis à mal. Cela pourrait avoir des conséquences sur la capacité à trouver une

majorité lors de la navette parlementaire, qui durera jusqu'à l'an prochain. Ce qui a été fait en commission pourrait être défait à l'Assemblée, et très certainement au Sénat où la droite est majoritaire.

Le député « Les Républicains » Philippe Juvin a d'ores et déjà donné le ton sur ce qui va être le cheval de bataille de la droite : « En moins d'une semaine de discussions parlementaires, la plupart des garde-fous ont sauté. » D'autres amendements adoptés en commission feront débat dans les hémicycles de la Chambre basse puis de la Chambre haute. La version initiale du projet de loi prévoit que le patient prenne lui-même la substance létale, ce qui

Des soignants craignent que cela s'applique à des malades ayant encore quelques années à vivre.

correspond à un suicide assisté. Et ce n'est que s'il n'est pas en possibilité de le faire qu'un tiers peut la lui administrer, ce qui correspond à une euthanasie. Une modification du texte, portée par la députée Renaissance Cécile Rilhac, contre l'avis du gouvernement, permet aux malades de déléguer ce geste. Une disposition vivement critiquée par les Églises protestante et catholique. « L'euthanasie devient donc un choix et non une exception », voire « un soin », craignent de plus la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs ainsi que 20 autres organisations de soignants par voie de communiqué.

Un autre amendement voté, porté par Frédérique Meunier, députée LR, permet à un patient de demander une euthanasie dans le cadre de ses directives anticipées, au cas où il perd « conscience de manière irréversible ». Le document initial, mais aussi d'autres parties du texte issu de la commission prévoient que la personne doit avoir la capacité de « manifester sa volonté de façon libre et éclairée » au tout dernier moment. De quoi annoncer un débat tendu, en pleine campagne des européennes, entre une droite qui ne veut pas faire évoluer le projet gouvernemental et une partie de la gauche qui souhaite qu'il aille plus loin. Sur un tel sujet, les groupes parlementaires s'entendent d'ailleurs pour laisser liberté de vote à leurs députés. ■

GAËL DE SANTIS

COLLECTOR 120 ANS D'HUMANITÉ, LE LIVRE ANNIVERSAIRE



JE COMMANDE *

Le livre anniversaire **120 ans, 120 Unes, 120 regards**
284 pages, tirage limité.
au prix de 39,90 € + 9,90 € de frais de port **,
soit 49,80 € x exemplaire(s) = €.
Total de ma commande : €

Nom
Prénom
Adresse

Ville
Code postal
Téléphone
E-mail

* Envoi soigné dans un colis cartonné, délai de livraison de 10 à 12 jours
** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

«*La violence n'apporte que des victoires temporaires; (...) elle n'apporte jamais une paix permanente.*»

Martin Luther King

LA FEMME DU JOUR



Karla Sofía Gascón

C'est la première fois qu'une femme transgenre obtient le prix d'interprétation féminine à Cannes. Attribué collectivement, il récompense Karla Sofía Gascón, Zoe Saldaña et Selena Gomez, les trois actrices principales d'*Emilia Pérez*, le thriller musical de Jacques Audiard. Dans ce film, également salué par le prix du Jury, Karla Sofía Gascón interprète le rôle-titre, un baron de la drogue mexicain qui effectue sa transition de genre et change de vie. L'actrice, qui a tourné pour le cinéma et à la télévision en Espagne et en Amérique du Sud, a changé de genre en 2018, à l'âge de 46 ans. Très émue en recevant le prix, elle s'est adressée à « toutes les personnes trans qui souffrent » mais aussi à ceux qui leur envoient des messages de haine : « Vous tous qui nous avez fait souffrir, il est tant que vous changiez. » ■

SOPHIE JOUBERT

! C'EST UN SCANDALE

Des pacifistes en garde à vue

Deux membres du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) ont été placés en garde à vue, samedi. Ils avaient collé des affiches pour la paix en Palestine, à Poitiers. « La répression du mouvement pacifiste est insupportable. Nos camarades doivent être libérés » a déclaré Assan Lakehoul, secrétaire national du MJCF.

MÉDIATOC

Une réplique à 35 000 morts

Le diable se niche toujours dans les détails, en journalisme aussi. *Le Monde* publie un reportage qui fait état du « massacre par le Hamas en Israël le 7 octobre », puis de la « réplique menée à Gaza par l'État hébreu ». Une « réplique » à 35 000 morts, ça ne demande même pas une caractérisation pour le « journal de référence ».

L'œil de Bobika

ÉDOUARD BAER VISÉ PAR SIX PLAINTES POUR AGRESSIONS SEXUELLES



bobika

LA BONNE NOUVELLE Mort au travail : la justice condamne un employeur

« C'est quelque chose qui n'arrive pas souvent. » Véronique Millot a raison : il n'arrive pas souvent que la justice condamne à de la prison ferme un employeur pour une mort au travail. C'est pourtant ce qu'a décidé la cour d'appel de Rennes dans l'affaire concernant Alban, le fils de Véronique. Le 10 mars 2021, le jeune homme fête son 25^e anniversaire. Ce sera son dernier. Il vient travailler sur un chantier à Lieuron, en Ille-et-Vilaine, où aucun équipement de sécurité n'est prévu. Il y pose des panneaux solaires sur le toit

d'un hangar. Il fait une chute mortelle. Ses parents entament ensuite un combat judiciaire. Le 6 juin 2023, le tribunal correctionnel de Rennes prononce une peine de 36 mois de prison, dont 18 avec sursis, à l'encontre de l'employeur. Mais, à la suite d'un vice de procédure, l'homme avait échappé à la détention. Son appel se solde par une nouvelle peine : 36 mois de prison, dont 24 avec sursis, 10 000 euros d'amende et 85 000 euros de dommages et intérêts. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Sexisme Le monde politique et sportif orléanais est sous le choc. Cyril Courtin, le président du club de foot de l'US Orléans, vient d'annoncer le sabotage de l'équipe féminine au profit de l'équipe masculine. Une décision prise, selon le club du Loiret, pour des raisons budgétaires. Mais tout le monde s'accorde à y voir un acte misogyne. De nombreux acteurs, à l'instar de la section locale du Parti communiste, misent sur l'intervention rapide des collectivités, partenaires notamment financière, pour faire pression sur la direction du club de football. La décision est d'autant plus incompréhensible que les joueuses sont mieux classées que leurs collègues masculins. Éloge du sexisme ordinaire dans le sport... Un article à lire sur notre site.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Quelle forme ?

● C'était vendredi à la une du *Parisien* : « Antisémisme à Sciences-Po, le rapport qui accuse », avec une interview de son administrateur, Jean Bassères. Rappelons ce qui s'est dit en mars : une étudiante juive a été traitée de « sale sioniste » et refoulée d'une conférence sur la Palestine. Emmanuel Macron s'insurge, Gabriel Attal se rend à Sciences-Po. Après coup, la jeune femme finalement admise dans l'amphi dira ne pas avoir entendu ces mots. Mais « y a-t-il eu des propos antisémites ? » Jean Bassères l'affirme : « Après les nombreux témoignages entendus, il y a une conviction : la phrase "Ne la laissez pas entrer, c'est une sioniste" a été prononcée sous une forme ou une autre »... Quelle forme, alors ? Il faut, affirme Jean Bassères, être « implacables vis-à-vis des actes antisémites ». Absolument. Mais quoi qu'en disent les artisans de la confusion, le sionisme est un mouvement politique, l'antisémitisme est la haine des juifs en tant que tels. Comment peut-il ignorer que mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ? ■

LE FIL ROUGE

Paris (5^e) Samedi 1^{er} juin, à partir de 14 h 30, la librairie-galerie Les amies rouges (10, rue Domat) vous invite à partager un voyage à travers le temps et les formes. À 15 heures, échange avec Murièle Modély, poétesse. Puis des lectures de Nina de Beauvais et Rosa Pradinas. Murièle Modély se prêtera ensuite à une séance de signature.

C'EST UN MONDE

La pauvreté gangrène la Syrie

Plus d'un quart des Syriens (5,7 millions de personnes) vivent dans une « pauvreté extrême », selon la Banque mondiale. Le séisme de 2013 a aggravé les conséquences de la guerre civile débutée en 2011. Seuls 6 % du plan de réponse de l'ONU de 4 milliards de dollars ont été financés jusqu'à présent.



Le 24 mai, à Nouméa, de nombreux barrages étaient encore en place.
GILL CHABAUD/ABACA

En Kanaky, la fausse porte de sortie d'Emmanuel Macron

CONSTITUTION Samedi, le président de la République s'est dit prêt à en passer par un référendum national pour dégeler le corps électoral néo-calédonien. Une idée faussement démocratique, alors que les tensions perdurent sur l'archipel.

Vers un référendum national en guise de porte de sortie ? La situation en Kanaky - Nouvelle-Calédonie restait extrêmement tendue ce week-end, à la suite notamment de la mort d'un homme sous les coups de feu d'un policier, à Dumbéa, alors même que l'officier n'était pas en service. Dans ce contexte, et alors que l'aéroport de Nouméa reste fermé aux vols commerciaux jusqu'au 2 juin au moins, Emmanuel Macron a déclaré être prêt à en passer par les urnes pour trouver une issue. « Je peux aller à tout moment au référendum », a déclaré le chef de l'État au *Parisien*, samedi 25 mai, évoquant l'avenir de la réforme constitutionnelle controversée pour dégeler le corps électoral, à l'origine du feu social qui brûle dans tout l'archipel. Le président de la République a toutefois précisé qu'il préférerait « un accord global qui viendrait enrichir le texte déjà voté par le Parlement », entre les ■■■

/// forces politiques indépendantistes, qui gouvernent désormais le territoire, et les forces dites « loyalistes », qui veulent le maintien de l'archipel dans la France.

Adoptée à l'Assemblée nationale et au Sénat, la réforme en question prévoit d'élargir le droit de vote aux élections provinciales à toute personne résidant en Kanaky - Nouvelle-Calédonie depuis au moins dix ans. Les populations kanak dénoncent une manière pour l'État de diluer leurs voix dans le vote des nouveaux colons et ainsi de barrer la route de tout processus autonomiste ou indépendantiste. Le texte, puisqu'il touche à la Constitution, devait normalement faire l'objet d'un vote en Congrès, réunissant à Versailles députés et sénateurs, comme lors de l'inscription de l'IVG dans la loi suprême. « Cette réforme, même si elle a fait l'objet d'un rejet, a une légitimité démocratique. Le texte a été voté avec une majorité claire à l'Assemblée et au Sénat », avait martelé Emmanuel Macron, vendredi 23 mai, faisant fi du caractère particulier de la Kanaky, qui figure sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser : la métropole seule n'a donc pas à décider. Depuis, devant l'impasse et les tensions, le chef de l'État semble changer de braquet.

Mais cette option référendaire a tout du cache-misère pour tenter d'apaiser à tout prix, alors que le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) lui-même appelle au calme. En effet, un tel référendum constitutionnel ferait l'objet d'une campagne nationale : cela signifie qu'un

À Nouméa, l'état d'urgence est prolongé jusqu'à nouvel ordre.

électeur de Limoges ou de Besançon serait amené à se prononcer sur l'élargissement du corps électoral d'un ensemble d'îles à 17 500 kilomètres de ses préoccupations quotidiennes. Bref, le périmètre électoral du référendum lui-même poserait problème et rabougrirait le poids des indépendantistes néo-calédoniens. À cela s'ajoute le souvenir douloureux du troisième référendum d'indépendance, qui s'est déroulé en décembre 2021 sans les indépendantistes, mais que Paris persiste à reconnaître comme légitime.

Pendant ce temps, les tensions perdurent. Depuis le 13 mai, le Grand Nouméa est le théâtre de violences entre les manifestants et les forces de police. De nombreux barrages sont toujours en place, malgré le déploiement de 2 700 policiers et gendarmes. Selon l'AFP, des CRS contrôlent l'entrée de la zone industrielle de Ducos, durement touchée depuis le début des révoltes. Dans le quartier populaire des Villages de Magenta, les habitants faisaient la queue, dimanche matin, devant le supermarché du quartier, que les jeunes locaux assurent protéger des incendies et pillages. L'état d'urgence est toujours en vigueur et devrait être maintenu jusqu'à ce « que les barrages soient levés et le calme revenu », a indiqué la ministre déléguée aux Outre-Mer, Marie Guévenoux.

« J'assume un geste d'apaisement et d'ouverture, mais je ne prendrai jamais de décision de report ou de suspension sous la pression de la violence », a également déclaré Emmanuel Macron en évoquant le référendum, tout en rappelant sa promesse d'ordre faite aux Caldoches : le président veut « reprendre chaque quartier, chaque barrage, chaque rond-point », dans une diatribe au fort accent de reconquête coloniale. Certains observateurs n'ont pas manqué d'y voir une résonance avec l'intervention tristement célèbre de François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur en février 1954, au sujet du maintien de l'ordre en Algérie : « Il ne s'agissait pas seulement de réprimer, de passer à la contre-offensive de caractère militaire afin de reconquérir un territoire qui n'était point perdu ! Il s'agissait d'affirmer, à l'intention des populations qui pouvaient s'inquiéter, qu'à tout moment, à chaque instant, elles seraient défendues. » Soixante-dix ans plus tard, le passé colonial français se conjugue toujours au présent. ■

CYPRIEN CADDEO

À Paris, tous unis contre le « choc des savoirs »

ENSEIGNEMENT Plusieurs milliers de professionnels de l'éducation nationale et de parents d'élèves ont répondu, samedi 25 mai, à l'appel d'une large intersyndicale pour manifester contre la réforme, perçue comme un « tri social », et un gouvernement qui s'obstine.

À Paris, boulevard Saint-Michel, l'ambiance est à la fête. On se presse en direction de la place de la Sorbonne. Des ballons aux couleurs de la CGT ou de la CFDT fouettent l'air chaud. Les premiers slogans se font déjà entendre. Tous les syndicats (FSU, SUD éducation, CGT Educ'action, Fnec FP-FO, Sgen-CFDT, Unsa éducation), la FCPE et des organisations lycéennes ont répondu présent à l'appel pour manifester. Maxime, 34 ans, cosecristaire de la CGT Educ'action dans les Hauts-de-Seine, explique : « La contestation du projet du gouvernement est unanime ! Ce qui ressort particulièrement, ce sont les groupes de niveau au collège. Si les personnels de l'éducation ne cessent d'exprimer leur colère, les parents d'élèves sont également très choqués par cette mesure de tri social. »

De fait, des centaines de parents d'élèves ont fait le déplacement. Originaire du Val-d'Oise, Lætitia milite à la FCPE depuis six ans : « Jusqu'à maintenant, j'avais participé à l'organisation d'opérations "collège désert", mais c'est la première fois que je manifeste contre la

réforme, précise-t-elle. Elle stigmatise les enfants en créant de la discrimination sociale. Les mettre dans des groupes de niveaux les pénalise pour la suite de leur scolarité. C'est inéquitable et ça va à l'opposé des dispositifs d'inclusion et de lutte contre le harcèlement. »

DÉFENSE DE LA MIXITÉ SOCIALE ET RECOURS AU CONSEIL D'ÉTAT

« Je suis déjà venue manifester il y a quelques semaines », précise une parente d'élève du 11^e arrondissement. Originaire de New York, Sarah, médiatrice culturelle, s'est installée en France en 2022. « On a mis nos enfants dans une école publique parce que la mixité sociale est très importante pour nous. C'est aussi pour cela que nous sommes venus en France. Or la privatisation à laquelle on assiste me rappelle ce qui existe aux États-Unis. C'est très triste ! » Constat partagé par Anne, 53 ans, professeure de français en collège à Montreuil : « Je suis absolument effarée par cette réforme. On ne peut pas trier des élèves en fonction de leurs capacités supposées ! En classe, c'est l'hétérogénéité qui les fait progresser. » Depuis treize ans

qu'elle enseigne en Seine-Saint-Denis, Anne a vu ses conditions de travail se dégrader au fil des ans : « Il faudrait un plan d'urgence pour l'éducation au niveau national ! Le gouvernement prétend nous respecter et nous défendre mais on se sent peu protégés et écoutés. » De son côté, Maxime insiste : « Ce projet doit être retiré. Nous avons vu à quoi a mené la politique de Jean-Michel Blanquer. Il y a une crise de recrutement dans l'éducation qui ne doit rien au hasard. »

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, rappelle : « Nous avons déposé un recours auprès du Conseil d'État pour faire annuler la réforme du choc des savoirs. La mise en place de groupes de niveaux est en contradiction avec le Code de l'éducation, où il est dit que les établissements scolaires sont autonomes et doivent privilégier la mixité. » Pour elle, « il est encore temps de faire reculer le gouvernement ». Plusieurs milliers de manifestants sont désormais rassemblés, le cortège s'élance, et la résistance unie au « choc des savoirs » fait ses premiers pas. ■

BÉRÉNICE PAUL



Dans la capitale, le 25 mai, les groupes de niveau étaient unanimement contestés. KIRAN RIDLEY/AFIP

Amiens (Somme), envoyé spécial.

Is n'ont pas vraiment la tête aux européennes, plutôt à la survie. Pourtant, ces jours-ci, c'est autour de leur usine, en redressement judiciaire depuis le mois de mars, que les candidats défilent. En effet, les 300 salariés du biochimiste Metex (Metabolic Explorer) à Amiens sont au chômage partiel depuis janvier. « Deux cent soixante-quinze maintenant, corrige Karine Leclerc, déléguée syndicale FO qui attend sous une pluie fine la visite de la tête de liste PS, Raphaël Glucksmann, après celle de la FI, Manon Aubry, la veille. Il y a une sorte d'épuration naturelle qui se fait. Les démissions s'enchaînent, nourries par la peur, l'angoisse, et deux ans de galère. »

Un événement récent est loin d'avoir calmé ces craintes. Alors que le groupe Avril, géant de l'agro-industrie, avait jusqu'au 6 mai pour déposer son offre de reprise, rien n'est venu. « On nous a dit qu'il lui fallait plus de temps pour élaborer son plan stratégique, poursuit-elle. Ils attendent surtout plus de garanties de la part de l'État sur le prix du sucre. » Metex en fermente des milliers de tonnes pour produire de la lysine, un acide aminé essentiel à l'alimentation animale et à certains médicaments. « Pendant le Covid, on était considérés comme une industrie stratégique, on travaillait alors que tout le monde était confiné, se souvient Samir Benyahya, délégué CGT. Et aujourd'hui on risque la liquidation judiciaire. » Avant le verdict, prévu ce lundi 27 mai, toute la gauche se mobilise. Pour apporter un soutien bienvenu, et faire de la désindustrialisation et du symbole amiénois, déjà touché en 2014 et 2018 par les fermetures des usines Whirlpool et Goodyear, un enjeu de campagne dans la dernière ligne droite.

« L'EUROPE N'A PAS SU NOUS PROTÉGER DE LA CONCURRENCE CHINOISE »

« Ici, on voit toutes les conséquences de certaines politiques économiques de l'UE, observe Léon Deffontaines, tête de liste PCF, natif de la ville, et soutien de longue date de Metex. Amiens comme la Somme, les Hauts-de-France vivent depuis des décennies au rythme des directives et des réglementations qui produisent des vagues de délocalisations. Et si Metex en est là, c'est aussi parce que l'UE n'a pas su nous protéger de la concurrence chinoise, parce que le marché européen de l'électricité et son système spéculatif ont fait exploser les factures, et parce que la fin des quotas sucriers a fait exploser le cours du sucre. » Un autre

local de l'étape, le député François Ruffin, en meeting la veille aux côtés de la tête de liste FI, est du même avis. « Cet après-midi, un gars m'a dit : "Ils nous pissent dessus et nous font croire qu'il pleut", rapporte-t-il. Oui, tout cela n'est pas un accident de l'histoire. C'est organisé. Depuis Jacques Delors, le traité de Maastricht, les élargissements, les accords de libre-échange... Les gens l'ont



Après Whirlpool et Goodyear, le biochimiste Metex pourrait être le prochain à fermer son usine amiénoise, laissant plusieurs centaines de salariés sur le carreau. Ici, le 26 mars. CHARLES BURY / LE COURRIER PICARD / MAXPPP

Amiens, symbole industriel à conquérir



EUROPÉENNES La campagne trouve dans la cité sommoise un point d'ancrage sur les questions de désindustrialisation. Les candidats de gauche y ont d'ailleurs tous fait escale.

bien compris : quand on se prend un poing dans la gueule, on sait d'où il vient. »

Loin de s'écrouler, Amiens tente de tenir tête. Parce que, si Metex ferme, comme l'indiquait Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, en visite sur place en mars avec la tête de liste Marie Toussaint, ce serait « une partie de l'histoire d'Amiens, de la fierté de ses habitants et de l'identité du territoire qui se désagrégerait ». La pugnacité reste dans l'ADN de

la ville, elle qui constitue un berceau du syndicalisme de lutte par la signature, sur ses terres donc, de la charte d'Amiens, en 1906. « Malgré les traces que laissent les fermetures, Amiens est combative et le sera toujours, juge Ingrid Dordain, députée de la Somme apparentée Renaissance.

C'est d'ailleurs sur cette idée de résistance qu'est intervenu Raphaël Glucksmann, en réunion publique à Camon, en périphérie d'Amiens, à la suite de sa visite chez

Metex. « Tout pourrait nous conduire au renoncement, mais tout doit nous pousser au sursaut, lance-t-il devant 300 personnes. Il nous faut montrer que l'heure du renoncement face à la désindustrialisation est révolue et que nous pouvons reprendre la main. Et donc il faut assumer, même si c'était un tabou pour les élites, un protectionnisme européen. » Présente pour l'occasion, Sarah Kerrich-Bernard, candidate sur la liste et première secrétaire du PS nordiste, anticipe les reproches qui pourraient être faits à sa famille politique qui, au pouvoir, n'a pas empêché plusieurs fermetures d'usine. « Le PS n'a jamais abandonné la classe ouvrière et le peuple, démène-t-elle. Et le choc aurait pu être bien pire si l'UE n'avait pas été là ! » Ce qui fait sourire François Ruffin : « Maintenant, les socialistes viennent, les ministres viennent, et ils nous

parlent de souveraineté industrielle, de concurrence déloyale, de critique du libre-échange... C'est notre victoire politique et idéologique. »

Et elle vient de loin : en 2005, la Somme fut le deuxième département du pays à s'opposer avec le plus de vigueur au traité constitutionnel européen. Ils étaient 65 % à y dire « non », contre près de 55 % dans le reste du pays. « La Somme savait ce qu'elle avait à perdre, souligne Léon Deffontaines. Maintenant, il faut retourner vers elle, s'adresser aux travailleurs, aller dans les usines, parler de souveraineté et apporter des solutions. Sinon on fera

une croix définitive sur le peuple de gauche pour le laisser au RN. » En 2022, sur les cinq circonscriptions du département, deux candidats RN ont été élus députés. ■

« On voit toutes les conséquences de certaines politiques de l'UE. »

LÉON DEFFONTAINES, PCF

ANTHONY CORTES

REPORTAGE



Samedi 25 mai, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), une journée riche d'échanges en présence, notamment, de Fabien Gay, directeur de l'Humanité et sénateur PCF (1), Sophie Binet, secrétaire générale

de la CGT, avec, à sa gauche, Laurent Baron, maire de la ville (2), Roland Nivet, du Mouvement pour la paix, et Anne Héry, de Handicap International (3), ainsi que Francis Wurtz, député européen honoraire (4).



Dans les pas de Jaurès pour construire la paix de demain

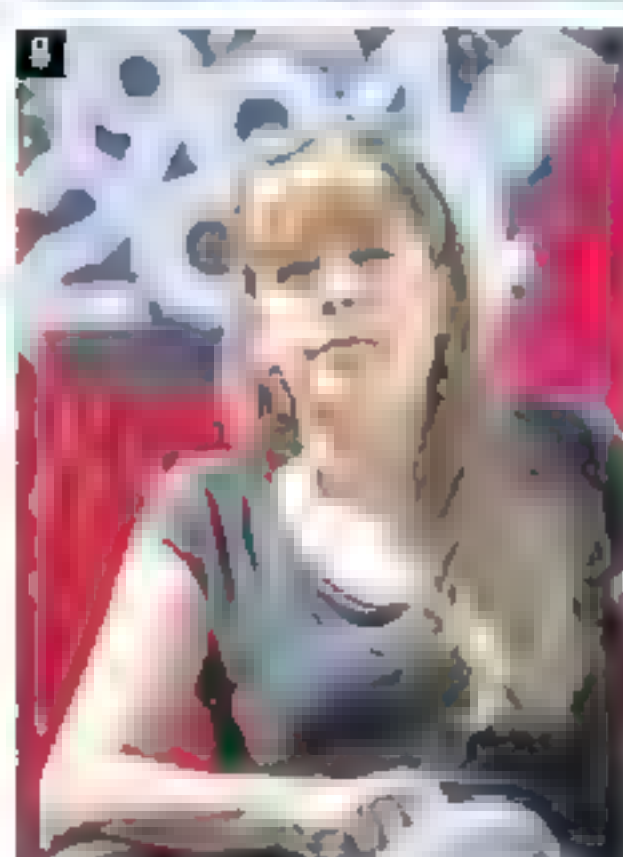
ANNIVERSAIRE Deuxième rendez-vous marquant dans le cadre des 120 ans de l'Humanité, une université de la paix s'est tenue samedi au Pré-Saint-Gervais.

Quelle autre commune que le Pré-Saint-Gervais, aux portes de Paris, pour une université de la paix placée sous le signe de Jean Jaurès, qui y prononça le 25 mai 1913 un discours célèbre à la veille de la Première Guerre mondiale ? C'est dans la cour ensoleillée de l'école baptisée en l'honneur du fondateur de l'Humanité que le maire de la ville, Laurent Baron, a ouvert l'événement au programme alléchant. Une journée pour « tracer des pistes pour la paix », dans un « monde qui connaît aujourd'hui 56 conflits armés », a résumé le directeur de l'Humanité, Fabien Gay.

La première table ronde a ainsi permis de replonger dans la pensée pacifiste de Jean Jaurès, grâce à l'expertise de l'historienne Elisa Marcobelli et de ses homologues Nicolas Offenstadt et Jean-Paul Scot. La première a ainsi caractérisé le pacifisme d'un Jaurès « devenu anticolonialiste, qui refuse le revanchisme », et pour qui tout pays a le droit « d'être en mesure de se défendre ». Ce n'était pas un « pacifiste idéaliste », a corroboré Jean-Paul Scot, qui a décrit une pensée « se fondant sur une analyse historique des conflits, définis comme une forme extrême de la lutte des classes », lesquels devaient être combattus par « une mobilisation de toutes les forces de paix ». Nicolas Offenstadt est revenu sur les conséquences de la « grande boucherie de 14-18 », point de départ d'un puissant mouvement pacifiste protéiforme. À commencer par « le communisme qui naît de cet échec », celui des socialistes d'avant 1914 « incapables d'arrêter la guerre » ou se ralliant à l'Union sacrée.

« LES CIVILS, PREMIÈRES VICTIMES »

Place ensuite à un dialogue fécond entre Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, et Bertrand Badie, professeur à Sciences-Po et spécialiste des relations internationales. L'enjeu : la paix comme construction sociale. « Il n'y a pas de paix sans justice sociale », a rappelé Sophie Binet, reprenant le mot d'ordre lors de la création de l'Organisation internationale du travail (OIT),



Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, en pleine discussion avec l'ancien sénateur communiste Pierre Laurent (5), avant de rejoindre Sophie Binet pour parler de la « paix comme construction sociale » (6). Le matin, les historiens Elisa Marcobelli, Nicolas



Offenstadt et Jean-Paul Scot participaient à une table ronde (7). La question humanitaire et le droit international étaient sur le devant de la scène avec la porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, Lucile Marbeau (8), et Patrick Baudouin, président d'honneur de la LDH (9).

agence onusienne née en 1946. De même, « le CNR était, lors de sa création, une réponse sociale à ce qui a conduit à la guerre et la collaboration ». Bertrand Badie a analysé les guerres actuelles comme « principalement d'extraction sociale » et « l'expression de l'incapacité à faire face aux problématiques globales », à savoir les inégalités et le dérèglement climatique. Mais cette « Internationale de la souffrance sociale crée de fortes mobilisations internationales », s'est-il réjoui.

Le début de l'après-midi était consacré à la question humanitaire et au droit international. La porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Lucile Marbeau, a d'abord dressé un « constat affligeant : les civils sont aujourd'hui les premières victimes des guerres, et on compte en 2023 108 millions de personnes déplacées ». Mais il est possible d'appuyer sur « le droit humanitaire, qui est un bouclier ». Roland Nivet, du Mouvement de la paix, a esquissé les contours de ce qu'il nomme la « culture de paix : lutte contre les inégalités, place des femmes, diversité et démocratisation des sociétés ». Anne Héry a, elle, démontré comment de grandes campagnes internationales menées notamment par son ONG, Handicap International, ont réussi à faire avancer l'interdiction d'armes sales, « comme les mines antipersonnel ou les bombes à sous-munition ».

« Le monde connaît aujourd'hui 56 conflits armés. »

FABIEN GAY
DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Enfin Jean-Claude Samouiller, d'Amnesty International, a pointé « le Conseil de sécurité de l'ONU, avec le droit de veto des grandes puissances qui ne sert qu'à couvrir des exactions », tout en plaçant pour « maintenir le système international en exigeant une réforme en profondeur ». Sur la question du refus de la guerre, Roland Nivet a replacé dans une perspective historique « la création du droit international et les énormes progrès accomplis », se félicitant de ce que « la guerre est rejetée par les peuples dans leur immense majorité », même si ceux-ci sont « en incapacité d'empêcher les guerres ».

Les conflits étaient d'ailleurs le thème de la dernière table ronde, qui réunissait Patrick Baudouin, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, et Francis Wurtz, député européen honoraire. Ce dernier a déroulé le fil de l'engrenage qui a mené à l'agression de l'Ukraine par la Russie, et « l'absence totale de prévention » malgré les avertissements, y compris dans les pays occidentaux, sur les conséquences d'une extension de l'Otan. Patrick Baudouin a voulu saluer toutefois les « progrès de la justice internationale », notamment récents, avec la mise en accusation de Benjamin Netanyahu et de trois dirigeants du Hamas par la Cour pénale internationale. ■

BENJAMIN KÖNIG

REPORTAGE PHOTO : JULIEN JAULIN/HANS LUCAS POUR L'HUMANITÉ

“ ILS ONT DIT ”

JEAN-PAUL SCOT HISTORIEN

Jaurès est en avance sur son temps parce qu'il n'est pas un pacifiste idéaliste. La guerre n'est pas fatale et la paix n'est pas garantie, il n'y a donc pas de déterminisme chez lui. Pour lui, l'objectif de la paix, c'est permettre le plus facilement possible l'émancipation de tous les peuples.

BERTRAND BADIE POLITOLOGUE

Le social court plus vite que le politique, en particulier à l'échelle internationale. Le canon ne peut rien contre l'humiliation. (...) La guerre de décolonisation a inventé la victoire systématique du faible sur le fort parce qu'il dispose d'une énergie sociale supérieure à l'énergie militaire du fort.

SOPHIE BINET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

À l'inverse de ce que propose l'État français aujourd'hui, si on veut mettre fin à cet engrenage guerrier, il faut avoir des réponses sociales et affronter le capital. Nos industries sont l'aéronautique, l'armement et le luxe. Où sont les intérêts du social ? Nulle part ! Les multinationales ont remplacé les États. Le pouvoir s'est déplacé, ce qui génère un désordre social qui débouche sur des guerres.

ROLAND NIVET MOUVEMENT DE LA PAIX

Il n'y a pas de fatalité. La même espèce qui a inventé la guerre est capable d'inventer la paix.

ANNE HÉRY HANDICAP INTERNATIONAL

Comme nous l'avons fait pour les mines antipersonnel, nous lançons une campagne contre les bombardements en zone urbaine, dont 90 % des victimes sont des civils.

PATRICK BAUDOUIN LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La grande erreur des pays occidentaux est d'avoir sacrifié nos valeurs au nom de la lutte antiterroriste.

JEAN-CLAUDE SAMOUILLE AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE

Il faut réformer en profondeur l'ONU, et ça commence par le droit de veto, pour que ce veto ne puisse pas être utilisé par des États en cas d'atrocités massives.

LUCILE MARBEAU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

L'assistance aux populations, ce n'est pas de la charité, c'est une obligation, or celle-ci est entravée, c'est la double peine pour les civils.

FRANCIS WURTZ DÉPUTÉ EUROPÉEN HONORAIRE

Il faut respecter et défendre l'ONU et montrer du doigt ceux qui sont responsables du non-fonctionnement de ses instances : c'est-à-dire les membres du Conseil de sécurité, qui placent le droit international après leurs intérêts de puissance.

ELISA MARCOBELLI HISTORIENNE

Dès après sa mort, il y a deux Jaurès, l'un qui sert à la propagande pacifique, l'autre pour justifier l'entrée en guerre.

NICOLAS OFFENSTADT HISTORIEN

Les conséquences de la boucherie de 14-18 sont d'abord la naissance d'un mouvement pacifiste multiforme.

FABIEN GAY DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Defendre la paix n'est pas un esprit de Munich ! C'est au contraire un esprit de responsabilité (...). Cette guerre en Ukraine est un échec, car il restait une place pour le dialogue et une issue politique pacifique (...). Il faut d'urgence un cessez-le-feu (...). Les populations civiles de Gaza vivent l'enfer (...). Nous le redisons avec force : stop au massacre ! (...). Quand allons-nous cesser cette insupportable banalisation de la guerre ? (...) Il est temps de construire un front démocratique et progressiste pour battre en brèche cet air du temps vicié.



EN LUTTE

**AVIONS CLOUÉS AU SOL**

La direction générale de l'aviation civile a demandé le 24 mai aux compagnies aériennes d'annuler préventivement 70 % des vols samedi et dimanche à l'aéroport de Paris-Orly, en raison de l'appel à la grève ce week-end de l'Unsa-Icna.

GRÈVE LEVÉE EN CLINIQUES

Les cliniques privées suspendent la journée de grève du 3 juin, à la suite de l'annonce de tarifs hospitaliers en hausse de seulement 0,3 %. Le gouvernement s'est engagé à débloquer des financements supplémentaires pour l'hospitalisation privée.

SUPPRESSIONS DE POSTES

Une vingtaine de salariés de Gima (filiale d'Agco) se sont réunis le 25 mai à Beauvais (Oise), en présence du conseiller municipal PCF Thierry Aury. Les travailleurs craignent pour leur emploi après l'annonce de la suppression de 32 postes, dès la fin du mois de juin.



Toulouse, pour le 1^{er} mai, des membres du collectif Précaires invisibles manifestent contre les réformes de France Travail
ANTOINE BERLIOZ - HANS LUCAS

Les précaires laminés par les réformes macronistes

ASSURANCE-CHÔMAGE

Matignon a présenté ce dimanche de nouvelles mesures visant à restreindre l'accès à l'indemnisation des privés d'emploi : ce sont les plus vulnérables qui, encore une fois, risquent de trinquer.



28 mai Un appel unitaire à la mobilisation est lancé par la CGT cheminots, l'Unsa ferroviaire, SUD rail et la CFDT cheminots pour lutter contre la liquidation de Fret SNCF.

28 mai La CGT organise à Montreuil (Seine Saint Denis) les états généraux de l'industrie et de l'environnement. Sophie Binet y interpellera les candidats aux européennes (PCF, FI, EELV, LR, PS,

Renaissance) sur la question des délocalisations et leurs propositions
30 mai L'Union des syndicats de pharmaciens d'officine appelle à une journée de mobilisation contre la vente en ligne de médicaments, la

financiarisation des officines et les pénuries persistantes. Le mouvement s'annonce très suivi : « D'après nos remontées, nous sommes à plus de 95 % de pharmacies fermées », s'est félicité le syndicat.

Combien y en a-t-il eu, déjà ? Quatre ? Cinq ? Six ? Philippe (1) et Mathieu (1) ont perdu le compte, noyés sous l'avalanche des réformes de l'assurance-chômage enchaînées par Emmanuel Macron depuis son arrivée au pouvoir, avec une constance qui confine à l'acharnement. Le nouveau tour de vis qui se profile (lire ci-contre) partage cette caractéristique avec les précédents : il les prend pour cible tous les deux, et avec eux des centaines de milliers d'autres travailleurs précaires. « C'est devenu une habitude, grimace Philippe, 59 ans, avec une ironie un peu lasse. J'ai été frappé par toutes les réformes menées par Macron depuis 2021 ! Après tout, il est vrai que je coûte un "pognon de dingue" aux contribuables : il faut donc me retirer mes sous, pour que je travaille. »

Inscrit à France Travail (ex-Pôle emploi) depuis 2006, Philippe alterne missions ultracourtes et périodes de chômage. Depuis le début de sa carrière, il estime avoir signé la bagatelle de 3 000 contrats de travail. « Je prends tout ce que je trouve, explique-t-il. En ce moment, je suis payé par les supermarchés pour poser de la publicité sur les lieux de vente : par exemple, de petits présentoirs en forme de bateau pour mettre en avant les produits de la mer... Avant ça, je faisais de l'animation commerciale, pour essayer de vendre aux clients les téléviseurs dernier cri. »

Refonte du mode de calcul de l'allocation chômage (octobre 2021), restriction de l'accès à l'indemnisation (décembre 2021), raccourcissement de la durée d'indemnisation (février 2023)... : l'exécutif a joué sur tous les leviers, pénalisant Philippe à chaque fois. La réforme entrée en vigueur en octobre 2021 visait ainsi à revoir à la baisse le montant de l'allocation, en modifiant le mode de calcul du salaire de référence, sur lequel se base l'indemnisation : dorénavant, le montant dépend de l'intensité de travail pendant la durée précédant l'ouverture des droits. Autrement dit, les personnes ayant des périodes de travail discontinues sont moins indemnisées car les périodes non travaillées sont prises en compte pour le calcul. Plus de 1,1 million de personnes ont été frappées, principalement des intérimaires et des salariés enchaînant les CDD.

En moyenne, les salariés arrivant à France Travail après un CDD, comme Philippe, ont vu leur indemnité fondre de 10 %, par rapport à l'ancien système. « Je suis tombé à 460 euros d'indemnités, se souvient le quinquagénaire. Être précaire, c'est être incapable de savoir de quoi demain sera fait. Je me suis mis en colocation avec une dame qui touche une petite retraite. On partage les frais, on fait gaffe à tout quand on fait les courses, on fait notre propre confiture... On survit, quoi. »

LE SPECTRE DE LA PAUVRETÉ PLANE

La prochaine réforme risque d'allonger la durée de travail nécessaire pour pouvoir prétendre aux indemnités chômage. Avant l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, cette dernière s'élevait à quatre mois de travail au cours des vingt-huit derniers mois. Puis elle a été relevée, en décembre 2021, à six mois au cours des vingt-quatre derniers mois. Une nouvelle hausse serait probablement fatale à Mathieu, 38 ans, berger de son état.

Le quadra est arrivé dans ce secteur à la suite d'une reconversion professionnelle, après la perte de son emploi chez un distributeur de presse, en 2020. « J'étais peu qualifié, je me suis dit que travailler au grand air entouré d'animaux pouvait me plaire », résume-t-il. Basé dans le Morvan, Mathieu fait paître ses brebis dans un décor de

carte postale, mais la splendeur du paysage ne fait pas oublier la dureté des conditions de travail, pas plus qu'elle n'éloigne le spectre de la pauvreté, que la prochaine réforme fait planer plus que jamais.

Travailleur saisonnier (ses saisons durent de juin à octobre), Mathieu pointe souvent à France Travail. « Jusqu'à présent, nous avons besoin de bosser 910 heures (soit six mois de travail), pour toucher notre indemnisation, précise-t-il. C'est difficile, mais j'y arrive. Comment vais-je faire si le nombre d'heures nécessaire augmente demain ? La plupart des bergers que je connais me disent que ça va devenir extrêmement compliqué de vivre de ce travail... »

Gabriel Attal présente « la plus violente des réformes de l'assurance-chômage »

Le premier ministre peut tenter d'habiller son annonce de tous les prétextes possibles, le principe reste d'économiser 3,6 milliards par an sur le dos des chômeurs.

Gabriel Attal a dévoilé ses arbitrages arbitraires dans la Tribune dimanche sur sa tant redoutée réforme de l'assurance-chômage. Pour réaliser 3,6 milliards d'euros d'économie par an sur le dos des chômeurs, le premier ministre veut faire passer la période pour ouvrir droit aux indemnités de six à huit mois travaillés sur une période réduite, elle, de vingt-quatre à vingt mois. La durée d'indemnisation se voit diminuée, pour passer de dix-huit à quinze mois. « C'est très court pour reconstruire un projet professionnel après un licenciement, pour faire une formation et retrouver du travail », pointe Sophie Binet, qui rappelle que 22 % des chômeurs mettent plus d'un an à retrouver un emploi.

« SENIORS DISCOUNT »

C'est la plus violente des réformes de l'assurance-chômage, fustige la CGT, car elle représente « près de 10 % des dépenses, trois fois plus que les précédentes ». Le syndicat signale des économies réalisées « sur le dos de 185 000 personnes par an, écartées du droit à allocation ». Et les derniers chiffres de l'Unédic le montrent : seul un demandeur d'emploi inscrit à France Travail sur deux touche des allocations... Sans citer aucune étude d'impact, le locataire de Matignon

espère à l'inverse que ces mesures vont permettre à « 90 000 personnes supplémentaires d'être en emploi ».

Cette réforme cible tous les demandeurs d'emploi, mais les plus précaires seront particulièrement pénalisés, ce que la CFDT dénonce fortement :

Seul un demandeur d'emploi inscrit à France Travail sur deux touche des allocations.

« Le gouvernement s'en prend aux demandeurs d'emploi les plus vulnérables, en réduisant leurs droits : les jeunes (moins de 25 ans), les fins de CDD (dont saisonniers) et intérim, les salaires les plus faibles. » En cause, le passage du seuil d'affiliation de six à huit mois, qui pénalise les travailleurs les plus soumis aux contrats courts et temporaires. « Cette mesure est particulièrement dure pour les jeunes de moins de 25 ans, surreprésentés parmi les précaires », renchérit la CGT.

François Hommeril, président de la CFE-CGC, insistait plutôt dimanche sur France Info sur les « seniors discount ». La réforme présentée décale en effet l'âge auquel la durée d'indemnisation est allongée : seront pris en compte

les chômeurs de 57 ans au lieu de 53 ans actuellement. « Vous avez fait une carrière à l'encadrement, vous êtes licencié, on vous propose un emploi de plongeur, vous êtes obligé de le prendre parce qu'il y a derrière le spectre du RSA », s'emporte François Hommeril. Gabriel Attal estime atténuer la violence de cette mesure en promettant de compléter le salaire pendant un an, ce qu'il appelle « bonus emploi senior », si celui-ci accepte un travail moins bien rémunéré que ne l'était son précédent emploi.

ENCORE PIRE À VENIR ?

La situation peut se révéler encore pire. En effet, les modalités de la réforme expliquées ci-dessus sont valables pour un taux de chômage – au sens du BIT – compris entre 9 et 6,5 %. En dessous de ce nouveau seuil, la durée d'indemnisation des chômeurs de moins de 57 ans serait alors réduite de 40 %, passant à douze mois au maximum, pour une économie de 3 milliards d'euros de plus.

La réforme est prévue pour rentrer en application au 1^{er} décembre. La CGT prévient qu'elle « utilisera tous les moyens juridiques et militants pour démontrer l'absurdité et la violence de cette réforme et empêcher sa mise en œuvre ». ■

PIERRIC MARISSAL

En octobre, quand il aura terminé sa saison, Mathieu craint de se retrouver sans rien, ayant épuisé ses droits au chômage. « La situation sera très simple, synthétise le berger : ou bien je retrouve quelques mois de boulot dans une ferme du Morvan. Ou bien je bascule au RSA. » Emmanuel Macron a juré d'atteindre le « plein emploi » en 2027, quitte à faire diminuer artificiellement le nombre d'inscrits à France Travail. Pour Philippe, Mathieu et des centaines de milliers d'autres, cette ambition a un coût social exorbitant... ■

CYRILEN BOGANDA

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Le couple franco-allemand mène-t-il encore la danse ?

UNION EUROPÉENNE

Alors que les dissensus sont de plus en plus nombreux, Emmanuel Macron a entamé ce 26 mai une visite d'État en Allemagne. Les yeux tournés vers l'Est, Berlin amoindrit la voix de Paris à force d'élargissement.

Robert Habeck a le franc-parler qui manque souvent à Olaf Scholz. Lors d'un discours prononcé devant les ambassadeurs allemands, le 5 septembre 2023, le ministre fédéral de l'Économie et de l'Énergie parlait en des termes peu amènes de la relation avec Paris : « *Ce n'est pas une promenade de santé, en réalité l'amitié franco-allemande est une polarité qu'il faut interpréter de telle manière que nous ne sommes en fait d'accord sur rien.* » Cette tension persistante entre les deux puissances sur des sujets aussi variés que l'énergie, la défense, la prééminence du parapluie états-unien, la reindustrialisation, la taxonomie verte européenne, l'austérité budgétaire, l'aide à l'Ukraine en guerre et le protectionnisme face à la Chine permet au vice-chancelier Robert Habeck une forme d'émancipation vis-à-vis de Paris : « *Si nous pouvons nous mettre d'accord, alors l'entente, le toit, le parapluie, est suffisamment large pour que tous les autres États trouvent également leur place en dessous.* »

C'est dans ce contexte que le président français, Emmanuel Macron, a entamé, ce 26 mai, une visite d'État de trois jours en Allemagne, la première de ce type en vingt-quatre ans. À deux semaines des élections européennes du 9 juin, le locataire de l'Élysée

sera accueilli par le président Steinmeier avant d'être reçu par le chancelier Scholz. Toutefois, Paris voudrait faire de l'adresse du chef de l'État français à la population allemande à Dresde (est du pays) - potentiellement prononcée en allemand - le point d'orgue de ce déplacement, qui l'amènera également à Ludwigsburg (ouest) et au Mémorial de la Shoah à Berlin.

C'est certes la première fois qu'un hôte étranger est convié en Allemagne à l'occasion de l'anniversaire de la « Loi fondamentale », la Constitution de la République fédérale d'Allemagne, mais Paris et Berlin

semblent regarder ailleurs. Conscients de ces difficultés, les deux pays ont réinitié le format du « triangle de Weimar », auquel ils participent avec Varsovie, preuve que le duo franco-allemand ne suffit plus à mettre les Vingt-Sept sur une dynamique et surtout à faire aboutir les initiatives. D'aucuns constatent que le compromis des deux côtés du Rhin est désormais scellé à la fin des projets européens, et non plus au début. Le triangle de Weimar est également une manière pour la France de rester au centre du jeu européen, qui bascule de plus en plus vers l'Est au profit de l'Allemagne. Paris a



Le président français et son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, dimanche, à Berlin.

compris des 1956, et la crise du canal de Suez, qu'elle n'était plus en capacité d'exercer unilatéralement sa puissance internationale. Le partenaire allemand, qui cherchait à réintégrer le concert des nations après la Seconde Guerre mondiale, est l'allié idéal et des habitudes de dialogue et de négociation se créent à compter du traité de l'Élysée de 1963.

UNE UE À 35 MEMBRES DIMINUERAIT LE POIDS DE CHAQUE PAYS FACE À L'INFLUENCE DES ÉTATS-UNIS

Seulement, depuis le krach de 2008, et la crise de la dette grecque de la décennie suivante, le « couple » franco-allemand, occupé à soigner la zone euro, apparaît de plus en plus aux yeux des Européens comme un directoire qui impose ses vues aux autres, créant une résistance manifeste. La crise migratoire de 2015 a consacré l'impossibilité des deux partenaires à se mettre d'accord. Une dissension dans laquelle d'autres acteurs n'ont cessé de s'engouffrer pour jouer leur partition, à l'instar de la Pologne.

Tandis que la voix de Paris se dilue à force d'élargissement, la perspective d'une UE à 35 membres diminue un peu plus le poids de chaque pays face à l'influence des États-Unis sur le flanc oriental européen et notam-

ment sur les questions de défense. Comment peser dans ce concert quand l'extrême diversité de l'UE ordonne de se résigner au morcellement des options politiques et géostratégiques ?

Au-delà des divergences existantes, la réticence de l'Allemagne à s'engager plus avant avec la France s'explique également par

Signe du fossé croissant : le traité d'Aix-la-Chapelle a été négocié en anglais plutôt que dans les langues de Goethe et de Molière.

la perspective d'un Rassemblement national aux portes du pouvoir en France. En 2017, Marine Le Pen avait expliqué qu'elle mettrait fin aux programmes d'armement engagés en coopération avec l'Allemagne sur l'avion et le char du futur si elle était élue. En France et en Allemagne, plus personne n'évoque d'ailleurs le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 2019, alors qu'Olaf Scholz était vice-chancelier, afin de donner un nouveau souffle à la relation. Depuis, des instituts Goethe ont fermé à Bordeaux, Lille, Strasbourg quand celui de Toulouse a abandonné une partie de ses activités. Signe des temps et du fossé croissant : le traité d'Aix-la-Chapelle a été négocié en anglais plutôt que dans les langues de Goethe et de Molière. ■

LINA SANKARI

EXTRÊME DROITE UNE VIDÉO QUI FAIT SCANDALE

Ils sont jeunes, ils sont beaux (c'est certes subjectif), ils sont riches et ils sont racistes. À deux semaines des élections européennes, une vidéo filmée sur la riche île de Sylt, dans l'extrême nord de l'Allemagne, fait scandale. Tout sourire, cette jeunesse dorée scande : « L'Allemagne aux Allemands, les étrangers dehors. » On voit même un des participants placer ses doigts pour former la moustache d'Hitler, tendre le bras comme pour un salut nazi et balancer sa main pour dire « bye bye » aux étrangers, objet de leur haine. Il y a quelques jours, la tête de liste de l'AfD respectabilisait les SS, qui n'auraient pas été « automatiquement des criminels ». Il a aussitôt été mis en retrait par le parti d'extrême droite, qui recule également dans les sondages après avoir caracolé en tête. Un réveil de la société allemande ?



À Rafah, le 26 mai, après un nouveau bombardement israélien. EYAD HAMRA/AFAP

Israël ignore les ordres de la Cour internationale de justice

PROCHE-ORIENT L'armée israélienne poursuit son offensive sur Rafah malgré les injonctions de la plus haute juridiction de l'ONU. Même les principaux alliés de Tel-Aviv ont du mal à suivre.

Le 24 mai, la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction des Nations unies (ONU), ordonnait à Israël d'arrêter « immédiatement » son offensive militaire à Rafah. Elle exigeait également l'abandon de « toute autre action menée dans le gouvernorat de Rafah qui serait susceptible d'infliger au groupe des Palestiniens de Gaza des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique ou partielle ». La Cour a aussi ordonné à Israël de maintenir ouvert le passage de Rafah pour permettre un accès « sans restriction » à l'aide humanitaire. Enfin, la juridiction a appelé à la libération immédiate des personnes prises en otages par le Hamas lors de son attaque du 7 octobre 2023 contre Israël. C'était vendredi.

Depuis, des frappes aériennes et des tirs d'artillerie ont de nouveau visé le nord et le centre du territoire, ainsi que Rafah dans l'extrême sud du territoire palestinien, d'où ont fui des centaines de milliers de personnes. En vingt quatre heures, au moins 81 morts supplémentaires ont été

recensés, portant le bilan à près de 36 000 personnes tuées, essentiellement des civils, depuis le 7 octobre. La branche armée du Hamas affirme de son côté avoir fait prisonniers des soldats israéliens lors d'une embuscade, samedi, dans le camp de Jabaliya. Des déclarations démenties par les autorités militaires israéliennes.

LES ÉTATS DOIVENT CESSER D'ENVOYER DES ARMES

Les ordonnances de la CIJ – qui traite des actes perpétrés par des États, contrairement à la Cour pénale internationale, qui s'occupe des individus – sont juridiquement contraignantes, mais elle n'a aucun moyen de les faire respecter. Ce sont donc aux États de faire en sorte que les volontés de la justice internationale soient respectées. En l'occurrence, il conviendrait d'appliquer des sanctions contre Israël et d'arrêter l'envoi d'armes et de munitions. C'est ce que suggère la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires occupés depuis 1967, Francesca Albanese. Sur son compte X, elle écrit : « Les États membres doivent

imposer des sanctions à Israël, ne pas lui fournir des armes et suspendre leurs relations politiques et diplomatiques avec lui jusqu'à ce qu'il mette fin à son attaque. »

Il reste qu'Israël n'a jamais été aussi isolé sur la scène internationale. Même Joe Biden n'a pas trouvé les arguments pour soutenir son allié. Il se dit « engagé dans une diplomatie de l'urgence » pour tenter de sécuriser un cessez-le-feu et la libération des otages. Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, a fait savoir que l'Union européenne devait choisir entre un soutien aux institutions internationales et Israël. Le vice-chancelier allemand Robert Habeck estime que « la faim, les souffrances du peuple palestinien et les attaques dans la bande de Gaza contredisent le droit international. Israël a dépassé ses limites et ne devrait pas le faire ». La pression s'accroît également à l'intérieur d'Israël, où des milliers d'Israéliens se sont rassemblés samedi soir pour réclamer une action urgente du gouvernement en vue d'obtenir la libération des otages. ■

PIERRE BARBANCE

Alizé Cornet tourne la page

TENNIS À 34 ans, la Niçoise a décidé de mettre un point final à sa carrière lors du tournoi de Roland-Garros et de se consacrer désormais encore plus à son autre passion, l'écriture.

Un prénom qui sonne comme une brise marine chaude, à l'image de l'énergie qu'elle a toujours insufflée sur les courts de tennis du monde entier. Un nom qui ressemble à son nez pointu tendu vers le combat des qu'elle entre en piste. Alizé Cornet ne peut laisser indifférent alors que sa carrière va prendre fin, ici sur la terre qu'il a vue naître, grandir : « Roland-Garros représente vingt ans de ma vie. Cela a été mon premier tournoi du Grand Chelem quand j'avais 15 ans. C'est donc l'endroit où j'avais envie de dire au revoir au tennis professionnel. Je vais faire mes adieux devant mon public, ma famille... Roland Garros, c'est une grande histoire d'amour pas toujours facile. »

UN BEAU ROMAN ET QUELQUES SCALPS

Il y a deux ans déjà, on pensait pourtant que sa dernière saison était arrivée. À 32 ans, la Niçoise semblait surtout intéressée à porter la plume sur une feuille blanche plutôt qu'à porter son sac de raquettes sur le court. En effet, le 4 mai de cette même année, elle sortait son premier roman, la *Valse des jours*, chez Flammarion : « Ça se passe dans les années 1960-1970, et cela raconte la vie de ces femmes de ma vie, ma grand-mère, ma

tante et ma mère. Ce qu'elles ont pu traverser dans ces années-là, avec pas mal de rebondissements. Et montrer à quel point l'émancipation des femmes à cette période-là a été difficile, ce qu'elles ont dû affronter pour avancer dans la vie », expliquait-elle sur l'antenne de France Info, ajoutant, comme un lob défensif : « J'ai peut-être plus confiance en mes capacités d'écrivaine qu'en mes capacités de joueuse de tennis. C'est en train de me perturber tout ça ! »

Pas tout à fait, car cette année 2022 qu'elle imaginait déjà être sa dernière fut

celle d'une de ses plus grandes perfs. En tout début de saison à l'Open d'Australie, celle qui fut 11^e mondiale en 2009 passait ses deux premiers tours face à Viktoriya Tomova (6-3, 6-3) et surtout la numéro 3 mondiale, Garbiñe Muguruza (6-3, 6-3). Au 3^e tour, bien que menée 6-4, 4-1 face à la tête de série 29 Tamara Zidanšek, elle réussissait à inverser la tendance et se qualifiait en huitièmes où elle retrouvait l'ancienne numéro 1 mondiale Simona Halep. Prise par un petit coup de stress, alors qu'elle menait 6-4, 3-1

dans la deuxième manche, elle laissait filer cinq jeux de suite pour se retrouver embarquée dans un troisième set qu'elle finissait par emporter 6-4. La Française se qualifiait pour son premier quart de finale en Grand Chelem.

L'histoire s'arrêtait pourtant là, face à la puissance de la future finaliste Danielle Collins, en deux sets (7-5, 6-1). Quelques mois plus tard, elle s'offrait à Wimbledon le scalp de la numéro 1 mondiale, Iga Swiatek, en deux sets (6-4, 6-2). Elle mettait fin à une série de 37 victoires



■ PORTRAIT

Le 20 mai, au tournoi WTA 500 de Strasbourg. JOHANNES SIMON/BETTY IMAGES/AFP

consécutives de la Polonaise. C'était la quatrième fois qu'elle battait un numéro 1 mondiale dans sa carrière, la première depuis 2014.

MAXI-RECORD ET MICRO EMPLOI

Quoi qu'il en soit, en abordant aujourd'hui, à 11 heures, le dernier majeur de sa carrière et pour son premier tour face à la jeune Chinoise Zheng Qinwen – finaliste à l'Open d'Australie 2024 –, Alizé entrera dans l'almanach mondial du tennis féminin. Elle détient en effet quelques records que beaucoup aimeraient posséder.

Depuis l'US Open 2022, elle a le record féminin de participations consécutives à un tournoi du Grand Chelem, série débutée à l'Open d'Australie en 2007. À l'issue de ce Roland-Garros 2024, Alizé aura ainsi participé consécutivement

« Ce qui va me manquer, c'est cette addiction qui nous fait nous dépasser. »

en simple à 69 tournois du Grand Chelem dans le grand tableau.

De quoi, quel que soit le résultat

aujourd'hui, tourner la page tranquillement, et ce même si le tennis restera toujours dans un coin de son cerveau : « C'est vraiment un sport que j'aime toujours autant, même après toutes ces années. Mon enfant intérieur est encore très demandeur. Ce qui va me manquer aussi, c'est l'émotion quand on gagne les matchs. C'est cette addiction qui nous fait nous dépasser. » Lui restera tout de même cette autre passion : la littérature. En attendant de reprendre la plume, elle devrait très vite attraper un micro à la volée : « J'avais intégré l'équipe France Télévisions pour être consultante en plateau et en cabine pour la fin de la quinzaine. » ■

ÉRIC SERRES

Toulouse plaque au sol les espoirs du Leinster

RUGBY Alors qu'on les attendait dans un jeu au large, les Rouge et Noir ont livré un combat défensif de 100 minutes, à l'origine de leur victoire en finale de Champions Cup, samedi, à Londres.

Avait-on déjà vu telle finale de Champions Cup ? Pas sûr, tant le combat, samedi, à Londres, entre les deux formations, bien décidées à ne rien lâcher de la première jusqu'à la 100^e minute, a été intense. Car il a fallu deux prolongations pour qu'enfin une des deux équipes se détache et souleve ce trophée, à quatre branches, tant espéré.

D'essais, il y en eut peu. Un de chaque côté et à chaque fois dans le temps additionnel. Des pénalités, il y en eut beaucoup : 8 pour les Toulousains et 5 pour les joueurs du Leinster. C'est donc dans le combat, dans les phases défensives que tout s'est écrit dans un match d'une intensité rare. À voir les stigmates sur les visages à l'issue de cette finale, on ne peut en douter.

Toulouse, plus habitué à nous offrir de grandes envolées souvent dans un désordre organisé, s'est, cette fois-ci, habillé de son plus beau bleu de chauffe. Les chiffres des placages toulousains font frémir. Durant une rencontre où le Leinster a eu le plus souvent le ballon ovale en main, mais en vain, Toulouse a tellement défendu que l'on ne compte pas moins de 261 placages à son actif avec un taux de réussite de 91 %. De leur côté, les Leinstermen en compte moitié moins. Dans ce registre, les Toulousains Peato Mauvaka et Cyril Baille, par d'exemple,

ont respectivement fait tomber 15 et 12 adversaires. Entrés plus tard en jeu, Julien Marchand, Rodrigue Neti et Joel Merkler en ont accumulé 8, 11 et 14. Mais dans ce domaine, un joueur s'est tout particulièrement illustré. Il s'agit du 3^e ligne anglais, Jack Willis, qui a réalisé 29 placages, soit le chiffre le plus élevé de la rencontre.

ANTOINE DUPONT, AU GRATTAGE ET AU PLAQUAGE

Classique, pourrait-on dire pour les gros de devant, mais à ce petit jeu d'autres ont su aussi tirer leur

épingle. Ainsi le demi de mêlée Antoine Dupont, élu homme du match. Outre ses courses, ses passes et son jeu au pied, il a été déterminant défensivement à des moments cruciaux en réalisant 8 placages mais a surtout gratté 4 ballons. Au diapason de son capitaine et compère de jeu d'attaque, Romain Ntamack, à l'ouverture, totalise 15 placages. Même Matthias Lebel, le seul marqueur d'essai de la rencontre, a réussi 17 placages. Une perf rare chez un ailier !

Si les courses folles n'ont donc pas été au rendez-vous dans un match à haute intensité dans les duels, ou l'Écossais Blair Kinghorn, avec 111 mètres parcourus ballon dans les mains, sort du lot, c'est grâce au pied de ce dernier et à celui de Thomas Ramos, entré plus tard dans la partie, que cette finale s'est finalement jouée. Le manager des Rouge et Noir, Ugo Mola, avait promis qu'il avait quelques surprises dans son sac de sport, les Irlandais n'ont pas été déçus et ont même été pris à leur propre jeu. ■ É.S.



Les Toulousains ont mis au tapis les Leinstermen dans 91 % des cas. ANDREW FOSKER/SIPA

Il y a le cliché final, mais il y a surtout le hors-champ, les images, l'ambiance d'un instant qui restera profondément gravé en nous. Dans l'édition du 15 mai du *Monde*, nous étions 100 femmes et quelques hommes issu-e-s du mouvement #MeToo à poser en une du journal pour demander une loi intégrale contre l'impunité et les violences sexuelles. Rappelons qu'en 2022 le taux des plaintes pour violences sexuelles classées sans suite grimpe à 94 %. Un délire total, un déni meurtrier en pleine « grande cause du quinquennat ». Un matin, huit jours avant la sortie de cette fameuse une, rendez-vous est donné dans un studio photo du 2^e arrondissement de la capitale. Réparti-e-s en petits groupes, certain-e-s échangent sur le trottoir pendant que d'autres se succèdent devant l'objectif. Isabelle Demongeot et Angélique Cauchy, ex-joueuses de tennis, Sarah Abitbol et Katia Palla, ex-patineuses artistiques, sont là, elles qui ont dénoncé les viols commis par leurs ex-entraîneurs. Vers 13 heures, nous sommes une trentaine à nous diriger vers le troquet au coin de la rue pour prolonger ce moment si particulier. La force, la chaleur du groupe nous enveloppent. Une fois à table,

LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI RÉDACTRICE EN CHEFFE DES SPORTIVES



Les coulisses d'une photo historique

Emmanuelle Dancourt, présidente de #MeTooMédias, propose que l'on se présente. Alors, une par une, chaque personne hausse une voix parfois tremblante.

Les mots d'Anaïs Leleux, militante féministe qui a porté plainte contre Julien Bayou pour des violences psychologiques, la députée Sandrine Josso, qui a fait de même contre le sénateur Joël Guerriau pour l'avoir droguée à

son insu, la comédienne Florence Mendez, qui a relayé les accusations d'agressions sexuelles de près de 20 femmes contre l'humoriste Seb Mellia, la victime d'un prêtre qui revient rapidement sur son combat... L'enchaînement bouleverse. Les larmes coulent. Le repas servi, la discussion se poursuit. Face à moi, l'actrice Vahina Giocante, qui a dénoncé l'inceste paternel dont elle a été victime. À ses côtés, l'actrice Héloïse Martin, qui vient de publier une BD abordant les viols de son oncle à son égard. Soudainement, il est 16 heures. Nous sommes encore nombreuses autour d'un café. Personne n'a envie de partir. On pourrait croire que c'est un rendez-vous de malheurs, c'est tout l'inverse. C'est parce que nous ressentons viscéralement l'injustice de ces crimes que nous exigeons une réponse politique à la hauteur. J'écoute Aude. G. raconter son amnésie traumatique suite aux violences de Gérard Miller. La journée se termine et tout le monde rentre chez soi. Avec la conviction nouée au bide que nous sommes trop déterminé-e-s pour perdre la bataille. Rejoignez nous, signez la pétition sur le site de la Fondation des femmes. ■



« Je vais organiser une master class de cinéma clandestin » »

Cannes (Alpes-Maritimes), envoyé spécial.

Lorsque nous l'avons rencontré ce samedi 25 mai, quelques heures avant l'annonce du palmarès du Festival de Cannes, le réalisateur iranien Mohammad Rasoulof était d'un calme absolu. Lui qui a quitté son pays il y a moins d'un mois pour éviter huit ans d'emprisonnement goûtait avant tout la joie d'avoir pu présenter son film *les Graines du figuier sauvage*. Un long métrage qui a fait impression (quatorze minutes de standing ovation) et lui a valu, à défaut de la Palme d'or, le prix spécial du jury. « Que le film existe, qu'il soit venu ici, ce qui lui donne un retentissement particulier, va me permettre de faire parvenir ce film au peuple iranien, c'est déjà plus que je n'espérais, c'est déjà une récompense immense », nous confiait-il cependant.

Malgré la répression, les condamnations et même la prison, vous êtes toujours resté en Iran. Cette fois-ci, vous avez décidé de quitter le pays. Pour quelles raisons ?

Je ne peux même pas vous dire que c'est moi qui en ai eu ras le bol. C'est surtout le gouvernement qui est arrivé au bout de ses limites. Auparavant, ils me condamnaient, m'interrogeaient, prononçaient des peines de prison mais ne les appliquaient pas. Là, ils sont arrivés au bout de leur patience envers moi, puisque cette peine de prison a été confirmée et qu'elle allait être appliquée. J'avais deux possibilités. Soit j'allais vieillir en prison, croupir pour quelques années et ne pas faire grand chose, soit je restais en dehors de la prison, surtout et uniquement pour pouvoir continuer de raconter, de bâtir les récits de ce qui m'inspire et que je porte en moi.

Quelle est la genèse du film qui a été présenté au Festival de Cannes ?

Lorsque le mouvement Femme ! Vie ! Liberté ! a commencé en Iran, j'étais en prison. Un détenu politique avait entamé une grève de la faim, qu'il poursuivait. Il était dans un état très critique. Nous étions autour de lui, à son chevet, à nous soucier de son état. Nous étions vraiment très inquiets jusqu'à ce que des représentants de l'administration pénitentiaire arrivent pour vérifier la gravité de son état. L'un d'eux m'a pris à part, m'a emmené à l'écart et

PALMARÈS Le réalisateur iranien Mohammad Rasoulof, qui a franchi les montagnes clandestinement pour quitter son pays et fuir une condamnation à huit ans de prison, a reçu le prix spécial du jury pour *les Graines du figuier sauvage*.

ENTRETIEN



Le cinéaste brandit le portrait de l'acteur Missagh Zareh et de l'actrice Soheila Golestani. LOIC VENGANCE / AFP

m'a donné son stylo en disant que c'était un cadeau pour moi. Il a ajouté : « Vous savez, à chaque fois que j'entre dans la prison, que je passe la porte, je lève les yeux en me demandant, quand est-ce que ça s'arrêtera ? » Il m'a également révélé que ses enfants l'interrogeaient tous les jours en lui demandant ce qu'il faisait. Le dilemme de cet homme, ce qu'il m'a raconté, ce bref échange que j'ai eu avec lui, a été pour moi le déclic. Il fallait que je raconte le parcours d'un personnage de ce type. Ce que j'ai fait en sortant de prison.

Comment peut-on tourner un film pareil en Iran ?

Je vais organiser une master class de cinéma clandestin, et vous y êtes invités ! Il n'y a pas deux tournages qui se ressemblent. Une partie de nos démarches ressemblent beaucoup à des démarches de criminels, de gens de la pègre ou des trafiquants de drogue. Je suis sûr que la République islamique est plus indulgente avec le transport de stupéfiants qu'avec des films qui la remettent en question.

Il y a pourtant le film *la Loi de Téhéran* réalisé en 2019 par Saeed Roustaei, qui parle de trafic de drogue et met en cause des gardiens de la révolution. Comment ce genre de film peut-il être tourné avec l'aval des autorités ?

Il y a une différence entre remettre en question certains aspects et attaquer le système dans son entier. Si vous faites des films où vous accusez des individus tout en dédouanant la République islamique, on vous encourage. Mais si vous montrez le système en disant que de celui-ci rien ne peut sortir d'autre que ce que l'on observe, alors ça ne passe plus. Il y a le scénario qui est présenté à la commission, mais ils ne se fondent pas seulement sur ça. Ils veulent aussi savoir ce que vous avez dans la tête.

Sur les marches du Palais des festivals, avant la projection de votre film, vous avez brandi les photos de vos deux acteurs, Soheila Golestani, qui joue la mère, Nadjmeh, et Missagh Zareh, qui incarne le père, Iman. Pour quelle raison ?

Parce que, si les deux jeunes actrices qui jouent les filles, Mahsa Rostami et Setareh Maleki, sont venues à Cannes, Soheila Golestani et Missagh Zareh sont restés en Iran. Ils subissent les pressions des services secrets. Et il ne s'agit pas seulement de mes deux acteurs. Ils sont le symbole de tous les membres de l'équipe qui ont été inquiétés, empêchés de partir, interrogés, harcelés. Les autorités le font à dessein, pour dire aussi à tous ceux qui travaillent dans le cinéma de ne pas collaborer sur des projets clandestins. Il est donc très important de protéger ces personnes. La communauté internationale doit prendre position en leur faveur.

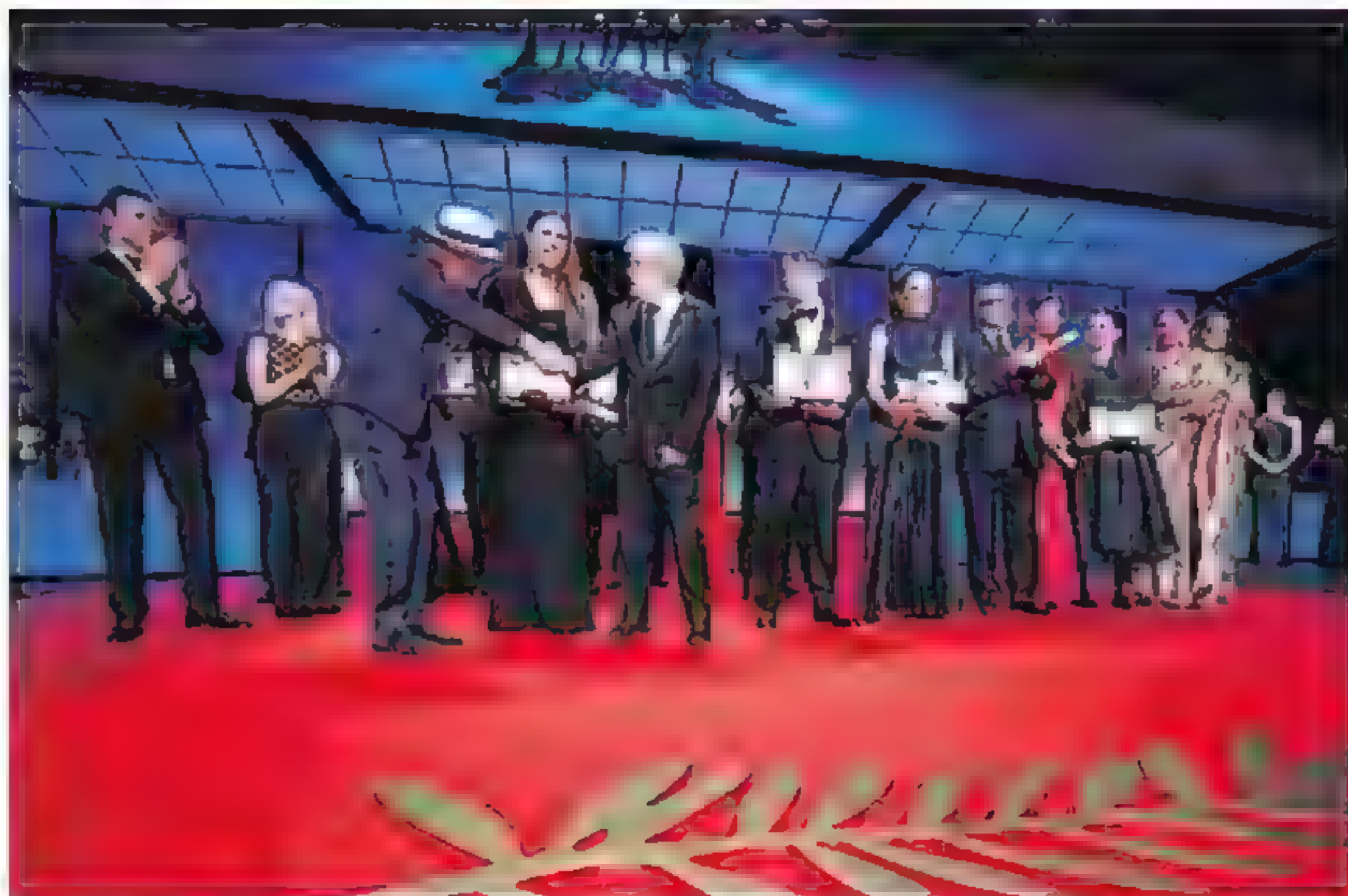
Dans le film, on voit beaucoup d'images réelles des manifestations Femme ! Vie ! Liberté ! Où en est ce mouvement ?

Le processus démocratique de demande de liberté est en cours en Iran et ne s'interrompt pas. Tous ces épisodes sont les maillons d'une chaîne ininterrompue. Il y a eu celui des événements de 2009, puis tout ce qui s'est passé après la mort de Jina Mahsa Amini (le 16 septembre 2022 - NDLR) avec le mouvement Femme ! Vie ! Liberté ! C'est l'un des maillons les plus puissants, les plus forts de cette chaîne. Celle-ci ne s'interrompt pas, elle suit son chemin.

Quels sont vos projets ?

J'ai plusieurs projets auxquels j'ai pensé pendant les années où je me disais que je ne pourrais plus filmer dans la rue. J'ai un projet d'animation sur la vie d'Abbas Nalbandian, un grand écrivain qui a vécu en Iran il y a soixante ans et a un parcours fascinant. C'est un scénario que j'aime beaucoup. J'avais commencé aussi il y a quatre ou cinq ans un projet en stop motion (animation en volume), de personnages en pâte à modeler. J'ai signé en 2012 un autre contrat que je pourrais reprendre, le producteur m'attend toujours. Les projets ne me manquent pas. Ce qui compte, c'est de continuer de raconter. C'est ce que je compte faire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY



Le 25 mai, les lauréats lors de la cérémonie de clôture de la 77^e édition du Festival de Cannes. VALÉRY HACHE / AFP

Palme d'or pour *Anora* et focus sur les jeunes pousses



Le jury présidé par Greta Gerwig a choisi des œuvres de qualité, dont celle de l'Américain Sean Baker, qui mettent en avant une nouvelle génération. Dommage que Mohammad Rasoulof n'ait eu que le prix spécial du jury.

Envoyée spéciale.

On attendait l'Iranien Mohammad Rasoulof, c'est Sean Baker, figure du cinéma indépendant états-unien, qui remporte la Palme d'or. Cela faisait treize ans, depuis Terrence Malick en 2011, avec *the Tree of Life*, qu'un Américain n'avait pas obtenu la récompense suprême. Avec *Anora*, le réalisateur de 53 ans propose une plongée dans le monde des prostituées, entre comédie et réalisme social. L'actrice Mikey Madison, qui n'aurait pas volé le prix d'interprétation, y campe une danseuse érotique qui tente d'échapper à sa condition en épousant le fils d'un oligarque russe. Sean Baker, qui a rappelé la nécessité d'aller voir les films en salles, a dédié son prix à « toutes les travailleuses du sexe » du passé, du présent et du futur.

Grand favori de la presse et salué vendredi 24 mai par une standing ovation de quatorze minutes, Mohammad Rasoulof a obtenu un prix spécial du jury, ajouté pour l'occasion (lire notre entretien ci contre). Un choix décevant au regard de la

puissance et de la maîtrise des *Graines du figuier sauvage*, implacable description des rouages du régime totalitaire iranien à travers le quotidien d'une famille pendant l'émergence du mouvement Femme ! vie ! liberté ! En réduisant Mohammad Rasoulof à un symbole, le jury n'a pas pris la mesure de ses immenses qualités de cinéaste ni de la protection qu'aurait pu constituer une Palme d'or face aux menaces du régime iranien. « Permettez-moi d'avoir une pensée pour tous les membres de mon équipe retenus en Iran et sous la pression des services secrets de la République islamique », a rappelé Mohammad Rasoulof.

EXIT LES GROSSES MACHINES

Hormis cette (grosse) erreur d'appréciation, on retiendra de ce palmarès une volonté de mettre en avant les femmes, les minorités, les luttes, et de privilégier la nouvelle génération. Très attendus, les grands anciens, Coppola, Schrader et Cronenberg, ont beaucoup déçu et sont repartis bredouilles. Exit aussi les grosses machines à l'esthétique démonstrative, voire viriliste qui ont émaillé une sélection faiblarde, largement dominée par

les hommes (18 réalisateurs sur 22 films sélectionnés). Rien par exemple pour le Français Gilles Lellouche et sa romance transclasse qui lorgne du côté de Scorsese avec la subtilité d'une pelleteuse.

Parmi les choix du jury, on saluera le prix d'interprétation féminine attribué aux actrices d'*Emilia Perez*, et notamment à l'actrice transgenre Karla Sofía Gascón (lire page 6), et le grand prix attribué à l'Indienne Payal Kapadia pour *All We Imagine as Light*, premier film indien en compétition depuis trente ans. Un portrait de deux jeunes femmes de Mumbai, qui tentent de tracer leur chemin. Le prix d'interprétation masculine, mérité, revient à l'Américain Jesse Plemons, époustouflant dans *Kinds of Kindness* de Yorgos Lanthimos. Pour le scénario, on est un peu plus perplexe sur le prix attribué à la Française Coralie Fargeat pour *The Substance*, fable horrifique qui enferme la femme de 50 ans dans un devenir monstrueux. « Il nous faut une révolution et je ne pense pas qu'elle ait encore commencé », a martelé la réalisatrice. Le changement passera assurément par la question du regard et des représentations. ■

SOPHIE JOUBERT

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE DE
JEAN-PIERRE
LÉONARDINIQuand la grenade
offre ses grains

Bertrand Sinapi a écrit et mis en scène *Après les ruines* (1). Il dirige avec Amandine Truffly, dans le Grand-Est, la compagnie Pardès Rimonim. Dans la Kabbale, « pardès » signifie le jardin où se révèlent les mystères, tandis que « rimonim » évoque la grenade offrant ses grains à qui n'a pas pris le temps d'aller voir sous l'écorce. La profession de foi allégorique trouve son plein-emploi dans la représentation, qui s'assigne la mission de considérer ce que recèle le mot « émigration », tant rabâché à des fins abjectes. *Après les ruines* parle donc de « l'exil, de la brutalité de l'arrachement et de l'absurdité presque comique de nos procédures d'accueil ». Nourri notamment d'enquêtes préalables auprès de réfugiés, de travailleurs sociaux et de passants, suivant les règles du théâtre documentaire, le spectacle n'en témoigne pas moins d'une quête esthétique exigeante.

C'est parlé en trois langues, le français, l'allemand, l'arabe, sous des lumières crues (Clément Bonnin) accusant l'ombre portée des personnages lors des tribulations paperassières du migrant (Bryan Polach) face à la fonctionnaire qui s'exprime en allemand (Katharina Bihler). Celle-ci, à point

N'est-il pas question d'un homme en route, dont l'enfant meurt dans ses bras ?

nommé, entonne a cappella, d'une voix pure, un fragment du *Roi des aulnes*, le poème sublime de Goethe mis en musique par Schubert. N'y est-il pas question d'un homme en route,

dont l'enfant meurt dans ses bras ? Plus tard surgit à vue la prodigieuse performance sonore de Stefan Scheib (contrebasse live et composition électro-acoustique) sur une partition d'André Mergenthaler. Le dernier mot inéluctable, les yeux dans les yeux à l'adresse des spectateurs, est « Que faire ? ».

La compagnie Pardès Rimonim, à cheval sur la France, l'Allemagne et le Luxembourg, entend lutter, ici et là, contre les discriminations. En guise de manifeste, ses animateurs affirment : « Le dialogue est au centre de nos préoccupations, quand nous souhaitons faire converser le réel et la fiction, la grande histoire et le mythe, l'œuvre et le public. » Ils poursuivent en ces termes : « Nous dressons le tableau exemplaire des déchirements qui sont à l'œuvre dans les migrations d'aujourd'hui ou d'hier, et dans celles qui s'annoncent comme inévitables pour demain. L'errance et le voyage, ce qui est mien, ce que je suis, celui qu'est l'autre sont les fondations de notre création. » ■

(1) Ce spectacle, vu le 17 avril à la Comète (Scène nationale de Châlons-en-Champagne) sera, du 2 au 21 juillet, à Avignon lors du festival off. Le texte sera publié en juin aux éditions de l'Harmattan.

Erratum tardif : dans la chronique du 13 mai, sur le livre d'Armand Gatti, *Bas-relief pour un décapité*, j'avais écrit « un poilu de 1812 » au lieu d'« un poilu de 12 ans ». Mea culpa.

Femmes chercheuses
toujours invisibles ?

THÉÂTRE *L'Affaire Rosalind Franklin*, d'Élisabeth Bouchaud, mise en scène par Julie Timmerman, dénonce avec talent l'emprise masculine sur les sciences.

Quand elle débarque en janvier 1951 au King's College de Londres, un des établissements d'enseignement supérieur et de recherche les plus réputés de Grande-Bretagne, Rosalind Franklin découvre un univers machiste. Ce qu'elle ne soupçonnait pas depuis la France où elle avait passé plusieurs années dans les laboratoires du CNRS. C'est dans une ambiance de polar qu'Élisabeth Bouchaud, autrice et directrice du Théâtre de la Reine Blanche, à Paris, retrace la vie de celle qui fut à l'origine de la découverte de la structure hélicoïdale de l'ADN (macromolécule qui contient l'information génétique unique de chaque organisme vivant).

La mise en scène de Julie Timmerman suit cette histoire, en décortiquant *L'Affaire Rosalind Franklin*. La jeune professeure, pionnière de la biologie moléculaire, interprétée par Isis Ravel, ne s'en laisse pas conter et fait face aux chercheurs masculins qui finissent, à la lumière de plusieurs manœuvres, par s'appropriier ses découvertes. Balthazar Gouzou, Matila Malliarakis et Julien Gallix se partagent les autres rôles.

DÉPOSSÉDÉE DU PRIX NOBEL DE MÉDECINE

Dans une capitale qui se relève lentement des bombardements nazis, la professeure Rosalind Franklin ne ménage pas ses efforts et participe même à la construction de certains appareils scientifiques indispensables. Sans que ses pairs, qui la considèrent plutôt comme une intruse dans leur univers masculin, au mieux comme une simple assistante, ne lui rendent justice. Ces

hommes, temporellement Élisabeth Bouchaud, « qui ont croisé le chemin de ces femmes ne sont pas particulièrement mauvais, ils sont simplement englués, comme les femmes elles-mêmes, dans un système qui met ces dernières systématiquement à l'écart ».

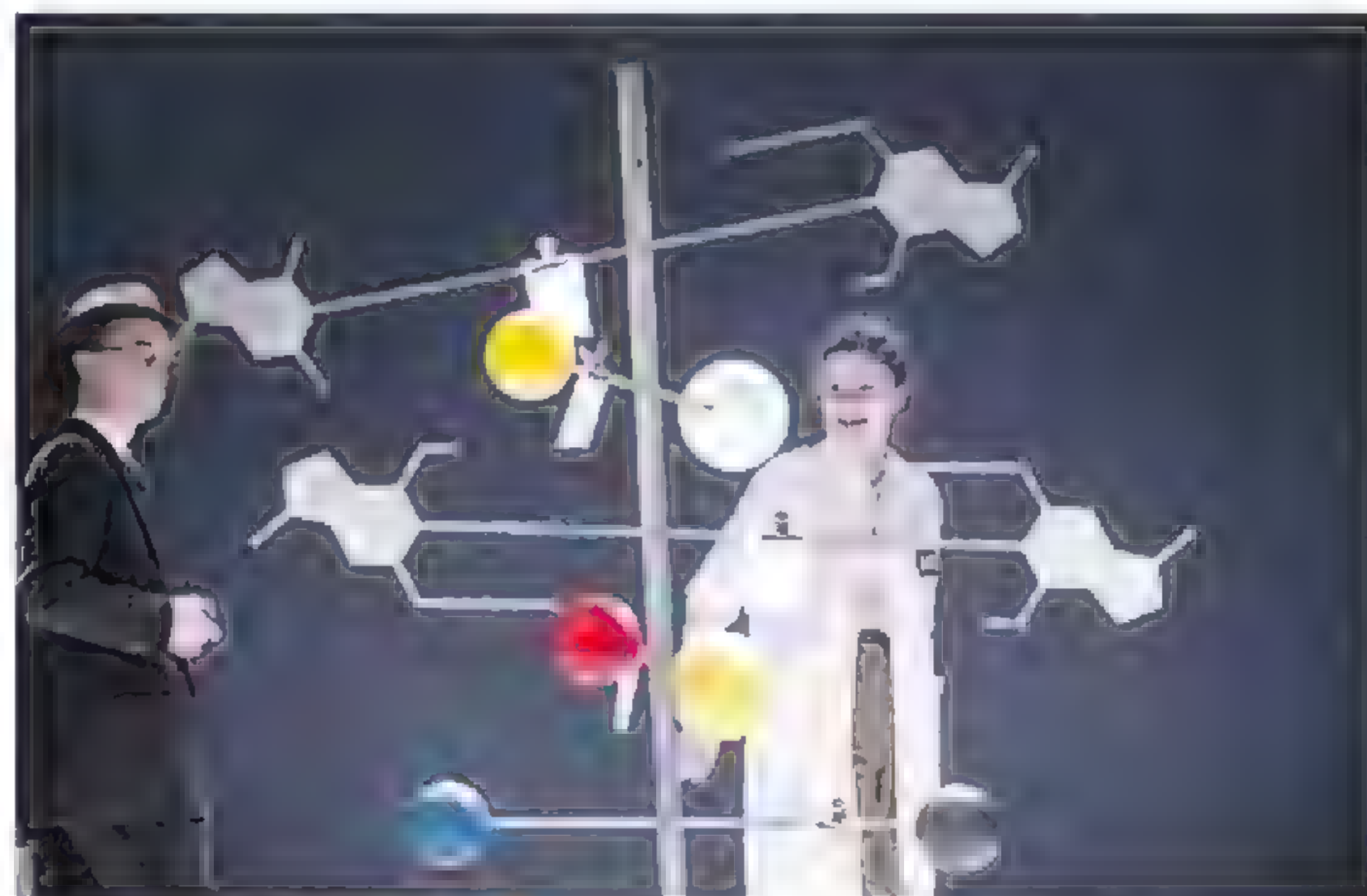
Les mentalités ont certes évolué, mais on sait que les disparités de la reconnaissance professionnelle comme du salaire perdurent bien trop souvent. Dépossession des lauriers couronnant sa découverte, notamment du Nobel de médecine, Rosalind Franklin s'est ensuite orientée vers la recherche sur les virus, avant de s'éteindre prématurément à l'âge de 38 ans, sans doute à la suite d'une trop grande exposition aux rayons X pendant ses longues recherches passionnées.

« Oubliées, méconnues, elles ont changé la face du monde. »

Cette *Affaire* est le troisième élément d'une série intitulée *les Fabuleuses*, écrite par Élisabeth Bouchaud et consacrée à la physicienne Lise Meitner dans *Exil intérieur* et à Jocelyn Bell dans *Prix No' Bell*. La mise en scène de ces deux pièces est de Marie Steen. Le parti pris est le même, remettre les pendules à l'heure. « Oubliées, méconnues, ces femmes ont pourtant changé la face du monde », indique l'affiche. Ajoutons qu'il n'est nul besoin d'une culture scientifique pour aller les applaudir. Même des années après, elles le méritent. Les équipes artistiques tout autant. Pour en finir avec cette invisibilité. ■

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 9 juin, à la Reine Blanche, Paris 18^e ;
tél. : 01 40 05 06 96 ; www.reineblanche.com
Les pièces *Exil intérieur*, *Prix No' Bell*
L'Affaire Rosalind Franklin seront en juillet à l'affiche de la Reine Blanche-Avignon, pendant le festival off



La jeune professeure Rosalind Franklin (Isis Ravel) ne s'en laisse pas conter. PASCAL GELY

Le «sang de la vigne» comme héritage

TÉLÉVISION Un œnologue meurt. Avant de disparaître, il a mis son testament en jeu entre sa fille légitime, Camille, et son fils spirituel, Issei. Un voyage en huit épisodes, par la route du vin, entre le Japon, la France et l'Italie.

Les Gouttes de Dieu, France 2, 21h10

Alexandre Léger, un célèbre œnologue, vient de mourir au Japon. Lorsqu'il a senti sa fin approcher, il a appelé sa fille, Camille (Fleur Geffrier), en France pour la voir une dernière fois. Mais la jeune femme arrive trop tard. Accueillie avec bienveillance par les amis de son père, elle doit assister à l'ouverture du testament chez Me Talion (Antoine Chappey). Et la surprise est de taille : elle n'est pas seule à réclamer son gigantesque héritage. Un jeune homme de son âge, Issei Tomine (joué par Tomohisa Yamashita, immense star japonaise), est aussi sur les rangs. Il est présenté comme le fils spirituel d'Alexandre, et issu d'une famille japonaise fortunée et très conservatrice. Celui qui héritera des milliers de bouteilles du défunt devra auparavant résoudre trois énigmes liées au vin. En huit épisodes, entre Paris, Tokyo et l'Italie, *les Gouttes de Dieu* proposent une plongée fascinante dans l'univers du vin, ses saveurs, ses odeurs, sa fabrication.

LE VIN EST OMNIPRÉSENT, AVEC UN TRAITEMENT PASSIONNANT

L'héroïne a cependant un sérieux problème dans cette aventure, que l'on devine avant même le générique du premier épisode : Camille se met à hurler, mais surtout à saigner du nez très abondamment, lorsqu'un garçon veut l'embrasser par surprise. Et ce n'est pas le baiser volé qui provoque cette réaction outrée : le garçon a bu de l'alcool et s'est approché trop près d'elle. Or, depuis ses 11 ans, Camille ne supporte plus les odeurs et les goûts. À cette époque de sa vie, la petite fille, en goûtant un



Une compétition œnologique serrée entre Issei (Tomohisa Yamashita) et Camille (Fleur Geffrier). JEAN-PHILIPPE BALTET/DYNAMIC/FTV

verre de vin, s'était retrouvée à l'hôpital après un malaise majeur. Depuis, elle ne mange plus que du riz et des haricots, et à presque 30 ans n'a jamais bu un verre d'alcool. Pour les épreuves testamentaires de son père, elle est très mal partie. À l'inverse, Issei a une passion très scientifique pour le vin, inculquée par Alexandre. Mais son grand-père tout-puissant et surtout sa mère s'opposent radicalement à ce qu'il participe à une mascarade, hyper-médiatisée, qui pourrait ternir leur image.

La série est une adaptation franco-japonaise d'un manga en 44 tomes, qui a connu un immense succès, notamment en France. Le livre met en scène deux frères et est entièrement axé sur le vin. Dans la série, le vin est évidemment omniprésent, avec un traitement passionnant,

La série est une adaptation franco-japonaise d'un manga en 44 tomes qui a connu un immense succès en France.

qu'on soit connaisseur ou pas. Mais ce qui se joue entre ces deux jeunes gens relève davantage de la quête d'identité : les deux personnages ont des mères très présentes, dont ils dépendent financièrement (la merveilleuse Cécile Bois joue la mère de Camille, la formidable Makiko Watanabe celle d'Issei). Les épreuves qu'ils subissent sont le moyen d'affirmer leurs propres choix d'adultes. Enfin, la figure des pères est centrale, celle d'Alexandre, toute-puissante et un peu toxique, et celle du père d'Issei, un des personnages les plus touchants de la série.

Le vin, mais aussi la transmission, la bienveillance, la fraternité sont au cœur de cette formidable saga, dont la deuxième saison entre en tournage cet été. ■

CAROLINE CONSTANT

L'amour et le désir au temps des SMS

TÉLÉVISION Canal Plus lance une « création décalée », qui tient du podcast et de l'œuvre littéraire, avec les voix de Céline Sallette et Arthur Teboul.



Arthur Teboul et Céline Sallette.

L'Amour sans, Canal Plus, 23h20

Libero (Arthur Teboul) est professeur de français à Figeac, dans le Lot. Il invite une autrice connue, Viviane (Céline Sallette), à rencontrer ses élèves. Le moment est sympathique pour les gamins, et plus encore pour les deux adultes, qui vivent un vrai coup de foudre. Ils commencent à s'envoyer des SMS, après l'intervention devant la classe, puis pendant une manifestation à Paris. Libero ne se décide pas à aller plus loin : il est marié, dit-il à l'écrivaine. Qui lui

propose en retour un jeu : vivre cet amour interdit par la morale, « dans une autre sphère temporelle ». « Qu'importe qui nous sommes, vous un homme et moi une femme, l'inverse, les deux. Il existe un endroit de l'univers où l'on ne se résiste plus. Moi je suis sûre que quelque part dans l'espace-temps on baise, on se désire, on rigole, on écoute de la variété italienne, on fait l'amour ivre mort à l'arrière d'une voiture. »

ON S'EST RAREMENT AUTANT ÉCRIT

Cette relation dans un autre espace-temps ne pourra avoir lieu que par SMS, mail, message vocal ou téléphone. Les amoureux vont-ils réussir cette expérience ou se brûler les ailes ? Et est-ce vraiment un jeu, d'ailleurs ?

L'originalité de cette nouvelle création décalée de Canal Plus tient à son absence d'image : l'expérience relève davantage du podcast que du cinéma. Les dialogues, truffés de références littéraires et cinématographiques, sont signés de l'autrice Maria Pourchet (*Avancer, les Impatients, Feu...*). Le projet raconte une vraie histoire, qui perd très vite son côté ludique pour tomber dans le toxique, voire le sordide. Il rappelle en même temps que l'on s'est rarement autant écrit qu'à notre époque. Qu'on n'a jamais eu autant d'outils pour échanger. Mais que l'amour et la communication passent par des expériences dans le monde réel. Très littéraire, il reprend aussi des thèmes chers à l'œuvre de Maria Pourchet. Une vraie curiosité. ■ **Ca. C.**

✦ **Compte l'humanitéfr sur Instagram**



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										<input checked="" type="checkbox"/>
2				<input checked="" type="checkbox"/>						
3	<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>					
4		<input checked="" type="checkbox"/>								
5								<input checked="" type="checkbox"/>		
6					<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>			
7								<input checked="" type="checkbox"/>		
8				<input checked="" type="checkbox"/>			<input checked="" type="checkbox"/>			
9			<input checked="" type="checkbox"/>							
10						<input checked="" type="checkbox"/>				

1. Étude des marchés. **2.** Personnage biblique. Perforés. **3.** Teigne brillante. **4.** Feras céder par contrainte. **5.** Ils sont le nerf d'une affaire. À toi. **6.** Suceur de sang. Carte à puce que l'on insère dans un téléphone portable. **7.** Canal qui conduit l'eau d'un lieu à un autre. Cuvette lacustre. **8.** Bon à rien. Il a connu sa ruée. Unités monétaires. **9.** Tantale. Mal dégrossi. **10.** Tenailles à vis. Violente querelle avec échange de coups.

I. Un pronom personnel. Quatre-vingts.
II. Bière anglaise peu torréfiée, Vernit.
III. Bidonné. Combustible résultant de la distillation du pétrole.
IV. Harpon. Il mouille son petit lit.
V. Agent de liaison. Sur une borne. Qui a un goût douceâtre.
VI. Machines agricoles.
VII. Halogénés. Symbole du tour.
VIII. Assortir les couleurs. Religieux non destiné aux ordres sacrés.
IX. Qui a l'apparence de la gelée.
X. Petit os situé près du carpe.

SOLUTION **HORIZONTALLEMENT**, 1. Marketing, 2. Elii, Trouës, 3. Adèle, 4. Forceras, 5. Clients, Ta, 6. Taon, SIM, 7. Aqueduc, No, 8. Nul, Or, Lei, 9. Ta, Rustaud, 10. Etaux, Rixe, **VERTICALEMENT**, 1. Me, Octante, 11. Ale, Laquat, 12. Ri, Ri, Ficul, 13. Foëne, Ru, 14. Et, Rn, Doux, 15. Tracteurs, 16. lodes, Tr, 17. Nuer, Laf, 18. IX, Gélaitineux, X. Sésamoïde,

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association
des lectrices et lecteurs de l'Humanité ;
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 23 mai 2024 30 748 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique
et Espagne - 80 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG,
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Le hors-série anniversaire
« Instantanés d'Humanité »
 au prix de 9,90 € + 3 € de frais
 de port **, soit 12,90 € x _____
 exemplaire(s) = _____ €.
Total de ma commande :
 _____ €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de
votre smartphone



Humanité.fr



Le hors-série Les clés pour combattre l'extrême droite
au prix de 4,90 € + 3 € de frais de port**, soit 7,90 € x _____
exemplaire(s) = _____ €
Total de ma commande : _____ €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de
votre smartphone



Humanité.fr

« Faut-il avoir peur de l'intelligence artificielle ? »

Contrôle étatique, armes et maisons « intelligentes », robotique, partage des savoirs et progrès sanitaire : le développement des nouvelles technologies suscite craintes et attentes.

Comme avec la machine-outil, on peut s'inquiéter de la disparition de certains emplois. Mais cela pose la question d'une évolution de la société.

C'est toujours l'antienne: «*Les machines remplaceront les hommes*»! Qu'on se souvienne de l'hypothétique Ned Ludd, qui aurait détruit des métiers à tisser à la fin du XVIII^e siècle, ou du luddisme, ce conflit nommé ainsi en référence à ce personnage, qui oppose à l'aube du XIX^e siècle les ouvriers des fabriques et les manufacturiers. Indubitablement, les craintes sont justifiées, au moins en partie. Ainsi, au début du XX^e siècle, l'apparition du marteau pneumatique mit au chômage des confréries entières d'ouvriers qualifiés spécialisés dans la pose des rivets à chaud sur les édifices métalliques comme la tour Eiffel ou les coques de navire. L'imaginaire relaie amplement ces peurs. La pièce écrite par le dramaturge tchèque Karel Čapek, *RUR*, met en scène des travailleurs artificiels appelés « robots » qui gagnent en dignité, par leur travail, ce que les humains perdent du fait de leur oisiveté... À l'analyse, ce discrédit jeté sur les machines paraît injustifié et ce pour deux raisons. D'une part, il existe des tâches pénibles que l'automatisation supprime. Comment s'en plaindre lorsqu'on songe au vieillissement précoce de nos aîeux, travailleurs de force, paysans, ouvriers ou artisans? D'autre part, rien ne prouve que les automatismes modernes programmés avec des techniques d'IA suppriment du travail.

Le taux de chômage n'a pas augmenté depuis trente ans, loin de là! Et les pays où il y a le plus de robots, Allemagne, Japon ou Corée du Sud, s'approchent du plein-emploi. Beaucoup s'alarment à la lecture de déclarations fracassantes de personnalités célèbres



JEAN-GABRIEL GANASCIA
Professeur à Sorbonne université, chercheur en IA au LIP6

dont Elon Musk, de prétendus experts, comme Alex Krasodonski, de professeurs prestigieux, tels le roboticien Moshe Vardi, ou d'institutions spécialisées, tel que le cabinet allemand de conseil en stratégie Roland Berger. L'examen attentif des rapports sur lesquels ils se fondent laisse songeur: ils invoquent les anticipations de chercheurs spécialisés

en IA qui n'ont aucune connaissance des métiers dont ils parlent.

Il n'en demeure pas moins que l'on peut légitimement s'inquiéter de la disparition de certains emplois du fait de l'existence de machines qui les accomplissent toutes seules.

La maîtrise des automatismes renvoie à un besoin de formation tout au long de la vie.

C'est indubitablement le cas pour des tâches très répétitives. Songeons par exemple aux ouvriers spécialisés dont l'activité se réduisait à quelques gestes. Aujourd'hui, c'est aussi le cas de métiers intellectuels que l'IA générative reproduit sans effort, comme la traduction ou la rédaction de notes de synthèse.

Néanmoins, l'exercice de la plupart des métiers ne se réduit pas à une tâche unique; certaines seront certainement automatisées, mais pas toutes. Le travail nécessitera alors la maîtrise des automatismes, ce qui renvoie surtout à un besoin de formation tout au long de la vie et non à la suppression pure et simple des emplois. Afin d'éviter un chômage de masse, il importera plus que tout de prendre collectivement en charge l'évolution du travail! ■

Dans notre système capitaliste individualiste, l'intelligence artificielle offre l'illusion de pouvoir satisfaire un amour en forme de dépendance.

Les Français seraient de moins en moins heureux, d'après notre classement au 27^e rang mondial du bonheur. Un mal-être transparait sur les visages dans les transports en commun, la consommation de psychotropes et le grand chœur des réseaux sociaux qui appelle à l'amour. Le capitalisme, par sa valorisation de la compétition comme moteur de progrès, a exigé une culture de l'individualisme qui isole, marchandise les rapports humains, creuse la solitude. Dans le même mouvement, nous confions à l'État et au secteur privé notre devoir d'entraide et nous perdons le sens de la solidarité, qui joue pourtant un rôle vital dans les sociétés. Cette situation politique influe négativement sur notre psychisme. Des villes surpeuplées où les liens de joie sont désertés, des paysages relationnels arides: l'absence de connexion humaine engendre une angoisse collective, et un travail sans passion rend la vie stressante et le burn-out existentiel. Dans ce contexte de quête individualiste du bonheur, l'apparition de l'IA donne l'illusion de changer la donne. Allant du divertissement à la santé mentale, des applications telles que ChatGPT, Replika, Woebot et Wysa changent notre interaction avec la technologie. Elles nous offrent des espaces personnalisés pour le soutien émotionnel. Les scènes de romance humain-IA du film *Her* (Spike Jonze, 2013) ne semblent plus relever de la pure fiction. Les IA sont à même de nous offrir tous les signes d'un



HÀ GIANG
Philosophe et podcasteuse

amour inconditionnel – une qualité d'attachement que beaucoup n'osent plus espérer dans les relations humaines réelles, dont nous déprécions par ailleurs la dépendance qu'elles provoquent inévitablement. Plus l'IA imitera l'amour, plus nous serons tentés de délaisser l'amour « naturel » pour nous bercer

d'amour « artificiel ». L'histoire humaine, et particulièrement la sagesse asiatique, nous enseigne la valeur de l'amour universel ou inconditionnel. Les philosophies taoïste, confucéenne et bouddhiste mettent l'amour au cœur de nos vies. Dans les contes, le Bouddha apparaît pour offrir des solutions miracles et nous faire chavirer d'amour. C'est cette attente essentielle que nous risquons aujourd'hui de projeter sur l'IA. Avec ses réponses « magiques », toujours compréhensives et bienveillantes, l'IA pourra bientôt sembler supérieure à n'importe quelle complicité humaine, sorte de Bouddha numérique qui apaise nos peines avec des mots choisis réconfortants.

L'amour véritable va cependant au-delà des mots: il se manifeste dans les actes. Il est palpable et incarné, il sécurise émotionnellement et physiquement, et conçoit la présence de l'autre comme une opportunité d'essor, non comme une menace. Avant l'arrivée d'une robotique romantico-sexuelle, inévitable lorsqu'on envisage le commerce lucratif de l'industrie du bonheur, il est urgent de prendre conscience que l'IA ouvre une fenêtre sur notre âme. Elle nous rappelle la profondeur de notre besoin d'amour et de tendresse, ce nirvana gratuit que le capitalisme, via ses IA attrape-cœur, n'aura de cesse de vouloir nous vendre. ■

L'IA est une sorte de Bouddha numérique qui apaise nos peines avec des mots choisis.



À Paris, dans les locaux d'Emmaüs, où cet admirateur de l'abbé Pierre a effectué un service civique.
HUGO MINOUNI POUR L'HUMANITÉ

Hubert Launois, le combat humaniste

L'étudiant de Sciences-Po est l'un des visages du mouvement étudiant contre la guerre à Gaza. Un engagement évident pour celui dont la famille, tant communiste que « catho de gauche », lui a transmis le désir de lutter pour une société plus juste.

On avait pensé à un café au calme, rue Saint-Guillaume, à Paris, près de Sciences-Po ; il a tenu à ce que le rendez-vous soit plutôt là, au sein de cette structure d'insertion d'Emmaüs, nichée dans la cour des anciens locaux de la Sorbonne Nouvelle, au cœur du Quartier latin de la capitale. Il vient d'achever ici un service civique de sept mois, où il a aidé des jeunes à sortir de la précarité. Au terme de quelques minutes d'échange, on comprendra que le choix du lieu n'avait rien d'anodin.

Le visage d'Hubert Launois, traits juvéniles et regard droit, est apparu pour la première fois sur les écrans de télévision, au plus fort de la mobilisation contre la guerre à Gaza des étudiants de Sciences-Po, où il est inscrit en deuxième année de licence, tout en suivant un cursus de philosophie à la Sorbonne. Autant dire que le profil du jeune homme, tout juste 19 ans, déroute autant qu'il détonne dans le récit médiatique. Aux yeux de ceux qui percevraient cet embrasement des campus par le seul petit bout de la lorgnette imposée par la bollosphère, il paraîtrait même improbable.

FOI ET POLITISATION PRÉCOCE

« Je ne colle pas à la caricature que l'on a faite du mouvement », reconnaît-il. Ni porte-parole ni membre du comité Palestine – il tient à ce que ce soit dit –, juste un étudiant « engagé parmi d'autres » qui, guidé par sa foi « dans les valeurs humanistes », a fini par accepter le micro tendu. Ses boussoles : « La justice », « le droit international », « la dignité humaine », autant de jalons pour tenir bon face aux images de

cette guerre où désinformation et instrumentalisation brouillent – depuis le 7 octobre 2023 – des repères qu'on croyait, du moins en France, acquis. « J'ai commencé à aller à des manif pour la Palestine en janvier. Avant, je regardais ça de loin, mais je voyais qu'il y avait un truc qui n'allait pas. Je me suis engagé petit à petit, car il s'agit d'un combat humaniste », confie-t-il.

Sa politisation précoce, Hubert Launois l'a puisée dans deux sources : les valeurs transmises par un grand-père, militant communiste dans la fédération de Seine-Saint-Denis et aux côtés duquel il a fait ses premiers pas à la Fête de l'Humanité. Et celles de ses parents, « cathos de gauche » et enseignants à Angers (Maine-et-Loire), l'une en philosophie, l'autre en histoire.

Une telle toile de fond n'expose-t-elle pas à quelques tiraillements ? « Aucunement », affirme le jeune homme, qui se définit volontiers comme « communiste et catho de gauche ». Et trouve, au contraire, des résonances entre les deux sources qui ont irrigué sa vision du monde : « Quand je me suis politisé, tout cela a d'emblée fait sens. Les valeurs chrétiennes sont porteuses d'un humanisme que je retrouve dans la gauche radicale. Je pense que, si on est catho, qu'on parle du respect de la personne et de la Création, il faut sortir du mode de production capitaliste qui exploite la nature et l'être humain. »

Une vision de l'action, ici et maintenant, qui s'accommode peu de la tiédeur face au monde tel qu'il va. Hubert Launois « assume complètement la radicalité » et s'inspire de

nombreuses figures qui habitent son panthéon personnel. Parmi elles, l'abbé Pierre, incarnation à ses yeux de cette radicalité assumée. Pour lui, le fondateur d'Emmaüs a donné chair à un projet qui va au-delà du « caritatif », par sa volonté de « transformation sociale ». Et le jeune homme de pointer la mémoire oubliée des contemporains : « Aujourd'hui, on a l'impression que l'abbé Pierre a toujours été une figure consensuelle, mais on oublie qu'il était engagé contre Le Pen et les idées d'extrême droite, on oublie qu'à son époque il a participé à des squats pour soutenir leurs occupants. »

LA RÉVOLUTION AU QUOTIDIEN

Un retour historique qui lui donne matière à réfléchir sur l'actuelle séquence de mise à l'index des mouvements sociaux, syndicaux et étudiants, que les secousses, en France, de la guerre à Gaza ont contribué à amplifier. « Le pouvoir tente de criminaliser les étudiants, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme. Il a beau essayer, c'est compliqué. Je n'ai pas entendu un seul propos antisémite dans le mouvement, qui rassemble des étudiants de tous les horizons. Et les gens de bonne foi en ont conscience. »

En attendant, comment faire face aux attaques, notamment à la violente campagne de harcèlement sur les réseaux sociaux dont il est la cible depuis son exposition médiatique ? « Par la lutte », affirme-t-il. La lutte pour Gaza, dans les campus ; pour la justice sociale, à Emmaüs, où le jeune homme voudrait continuer à tracer son chemin, après ses études, auprès de militants convaincus comme lui que « la révolution ne peut attendre le Grand Soir ; qu'elle se réalise, tous les jours, par l'engagement ». ■

HAYET KECHIT